ENTENDEZ SES PLEURS

L'enlèvement, la conversion forcée et la victimisation sexuelle des femmes et filles chrétiennes

Aide à l'Église en Détresse

TABLE DES MATIÈRES

2 VUE D'ENSEMBLE

3 AVANT-PROPOS DE MAIRA SHAHBAZ

4 PORTRAIT

12 ÉGYPTE
- Ranya Abd Al-Masih[44]
- Marian Kameel Abdo
- Magda Mansur Ibrahim

16 L'IRAK ET LA SYRIE
- Rita Habib
- Rana
- Pourquoi les victimes refusent-elles de parler ?

20 MOZAMBIQUE
- 'Aana'*
- Sur le terrain

26 NIGERIA
- Rebecca
- Ruth Ngladar Pogu
- Sadiya Amos

30 PAKISTAN
- Farah Shaheen
- Neelam Masih
- Maira Shahbaz

35 NOTES DE FIN

Entendez ses pleurs (Hear Her Cries), de John Pontifex, Dr John Newton et Fionn Shiner.

Toutes les images © AED sauf, p. 4, Ismael Martinez Sanchez/AED ; p. 19, Claire Thomas; p. 18, Courtoisie du Kurdistan 24 ; p. 19, Bruno Barata ; p. 26 Jaco Klamer/AED ; p. 29, Bureau du gouverneur d'état Umara Zulum ; p. 29, Hausa Christians Foundation (HACFO).

Publié au Canada par Aide à l'Église en Détresse (Canada) (AED). Design par Helen Anderson.

Travail de graphisme au Canada : François Sybille
Traduction française au Canada : Julie Bourbeau

Impression par Graphiscan.

© 2021 AED

EN ÉGYPTE, LE FAIT DE SOUS-DÉCLARER ET LE DÉNI OFFICIEL RENDENT L'AMPLEUR DU PROBLÈME IMPOSSIBLE À ÉVALUER, MAIS LES RECHERCHES RÉVÈLENT DE NOMBREUX CAS :

- **D'ENLÈVEMENT FORCÉ ;**
- **DE FEMMES ATTIRÉES DANS DES RELATIONS ET EXPLOITÉES.**

LES RECHERCHES INDIQUENT QUE LES CHRÉTIENNES REPRÉSENTENT

95%

DES FEMMES ET DES FILLES DÉTENUES PAR DES EXTRÉMISTES ISLAMISTES AU NIGERIA.

LA SOUS-DÉCLARATION GÉNÉRALISÉE DES CONVERSIONS FORCÉES ET DES VIOLENCES SEXUELLES SIGNIFIE QUE L'AMPLEUR DE LA CRISE EST LARGEMENT DISSIMULÉE.

MALGRÉ DES DONNÉES INCOMPLÈTES, DES **PREUVES SUFFISANTES** DÉMONTRENT QUE LES **ATROCITÉS** DONT SONT VICTIMES LES FEMMES ET FILLES CHRÉTIENNES **SONT SI GRAVES** QU'ELLES CONSTITUENT UNE **CATASTROPHE** EN MATIÈRE DE **DROITS DE LA PERSONNE.**

LES VICTIMES ET LEURS FAMILLES RESTENT SILENCIEUSES PAR CRAINTE DE :

- **HONTE SOCIALE ;**
- **MENACES DES RAVISSEURS.**

DANS D'AUTRES SITUATIONS, LES AUTORITÉS RÉDUISENT LES VICTIMES AU SILENCE (EX. : LA POLICE LEUR DIT DE NE PAS PARLER).

DANS SA FORME **EXTRÊME**, LA **CONVERSION FORCÉE** DE FEMMES ET DE FILLES CHRÉTIENNES PEUT ÊTRE **QUALIFIÉE DE GÉNOCIDE**. — LES DJIHADISTES LES CIBLENT DANS L'INTENTION DE **DÉTRUIRE** LES **COMMUNAUTÉS RELIGIEUSES MINORITAIRES.**

DANS LES SITUATIONS DE CONFLIT, COMME LES INSURRECTIONS ISLAMISTES AU **MOYEN-ORIENT ET DANS CERTAINES RÉGIONS D'AFRIQUE,** LES FEMMES MINORITAIRES SUBISSENT DES TAUX PLUS ÉLEVÉS D'EXPLOITATION SEXUELLE.

AU PAKISTAN, LES RECHERCHES SUGGÈRENT QUE LES CHRÉTIENNES POURRAIENT REPRÉSENTER JUSQU'À

70%

DES FEMMES ET DES FILLES CONVERTIES ET MARIÉES DE FORCE.

AVANT-PROPOS DE MAIRA SHAHBAZ

Un après-midi, je marchais près de chez moi, dans la ville de Madina, dans la province pakistanaise du Punjab, lorsque des hommes à l'air suspect se sont approchés de moi. En tant que jeune fille chrétienne de 14 ans dans un pays où les non-musulmans sont harcelés, j'étais effrayée. Les hommes m'ont traînée dans une voiture et m'ont bandé les yeux.

J'ai été torturée et violée. Tout a été enregistré et un film en a été fait. On m'a fait chanter. On m'a forcée à signer un certificat montrant que je m'étais convertie et que j'avais épousé mon ravisseur. On m'a dit que si je refusais, ma famille serait tuée. Lorsque ma mère est allée voir la police pour me ramener, l'affaire a été portée devant la Haute Cour de Lahore. Le tribunal a donné raison à mon ravisseur et j'ai été renvoyée chez lui. Deux semaines plus tard, à minuit, je me suis enfuie et je suis allée à la police. J'ai confirmé que j'étais chrétienne, mais la police a soutenu mon adversaire, l'homme qui m'avait enlevée et qui menaçait de me tuer. Mon ravisseur et ses supporteurs, dont des membres du parti islamique Tehreek-e-Labbaik Pakistan, ont exigé que je sois tuée. Toute ma famille — soit ma mère, mes sœurs, mon frère et moi — doit se cacher, enfermée dans une pièce. Des suspects ont été repérés dans la région et ont posé des questions sur nous.

Je sais qu'il y a tant d'autres filles et jeunes femmes, non seulement chrétiennes, mais aussi d'autres confessions, qui sont victimes d'enlèvements, de viols, de conversions et de mariages forcés, non seulement au Pakistan, mais dans de nombreux autres pays du monde. **Qui nous aidera ? Qui parlera en notre nom ? Qui se soucie de notre situation ?**

Un grand merci à l'Aide à l'Église en Détresse (AED) et aux milliers de personnes qui ont fait de leur mieux pour nous aider et nous protéger. Je vous suis reconnaissante pour vos prières. Je suis également reconnaissante pour la publication de ce rapport intitulé *Entendez ses pleurs : l'enlèvement, la conversion forcée et la victimisation sexuelle des femmes et des filles chrétiennes*. Veuillez lire ce rapport et écouter les filles et les femmes chrétiennes qui sont enlevées et forcées de changer de religion et de se marier.

Pendant trop longtemps, le monde est resté silencieux.

Photo : Ismael Martinez Sanchez/AED

Dans un pays où les membres de minorités religieuses sont traités comme des citoyens de seconde zone, suivre le Christ met les filles et les femmes à risque de devenir des cibles pour les prédateurs sexuels; ils forcent leur victime à se marier et à se convertir.

« Pouvez-vous imaginer ce que c'est que d'être une mère et de savoir que votre fille subit ces choses terribles ? Ce qui est peut-être encore pire, c'est de réaliser que vous n'y pouvez absolument rien, en raison de la foi que vous professez. »

Ce sont là les mots d'une mère chrétienne s'adressant à l'Aide à l'Église en Détresse (AED) au sujet de l'enlèvement, du mariage forcé et de la conversion forcée de sa fille, à peine adolescente. Profondément bouleversée par l'esclavage sexuel auquel sa fille a été soumise, cette femme nous a suppliés de ne pas révéler leur identité ou leur emplacement par crainte de représailles de la part de groupes extrémistes.

Ce n'est qu'un des nombreux témoignages que nous recevons à l'AED de la part de nos partenaires de projet et d'autres sources dans les principaux pays concernés. Chaque semaine, des cas nous sont rapportés où des filles et de jeunes femmes issues de familles chrétiennes sont contraintes à l'esclavage sexuel et à la conversion religieuse, souvent sous peine de mort.

Entendez ses pleurs : l'enlèvement, la conversion forcée et la victimisation sexuelle des femmes et des filles chrétiennes chrétiennes répond également à la prise de conscience croissante des observateurs des droits de la personne et des organisations de surveillance de la persécution que cet enjeu est de plus en plus urgent. Bien que, comme l'a déclaré Dr Ewelina Ochab, « le problème continue d'être négligé[1] », en particulier dans de nombreux pays dont le bilan en matière de droits de la personne est médiocre et surtout en ce qui concerne les femmes et la liberté de religion, l'enjeu commence à être abordé en Occident. De manière importante, la cinquième recommandation de l'*Independent Review for the UK Foreign Secretary of Foreign and Commonwealth Office Support for Persecuted Christians* de l'évêque de Truro en juillet 2019 énonce la nécessité de :

> *« Soutenir la recherche sur l'intersection critique de la [liberté de religion ou de croyance (LRC)] et des droits des minorités avec des questions plus générales relatives aux droits de l'homme (telles que la traite des personnes, l'égalité des genres, la violence fondée sur le genre, en particulier les enlèvements, la conversion forcée et le mariage forcé)[2]. »*

Entendez ses pleurs a été conçu en réponse à cette proposition, notant que le rapport Truro stipulait que ses recommandations « devraient être examinées de manière indépendante[3] » en juillet 2022. Le problème, cependant, est que l'examen du sujet de la violence sexuelle et de la persécution des minorités religieuses est loin d'être simple. Si la nécessité de mener des recherches sur la nature et l'ampleur de la coercition religieuse et sexuelle des femmes fait l'objet d'un consensus croissant, les études sur le sujet soulignent systématiquement les difficultés à s'atteler à cette tâche. Un rapport décrit la question comme « complexe, violente et cachée[4] ».

La pression sociale — y compris la crainte de jeter la honte sur la famille — et la menace de représailles de la part des ravisseurs et de leurs complices sont parmi les facteurs couramment cités pour expliquer les difficultés à enquêter sur la question. Cela dit, la sensibilisation croissante aux droits des femmes suggère qu'il est nécessaire de mener des recherches pour déterminer si l'augmentation du nombre de cas est principalement le résultat d'un meilleur signalement, avec davantage de victimes et de familles qui se manifestent, ou s'il existe une augmentation sous-jacente du taux d'incidence lui-même. Jusqu'à présent, les données pointent plutôt vers la seconde hypothèse. En avril, le Rapport de 2021 sur la liberté religieuse dans le monde de l'AED, qui analyse la situation des groupes confessionnels dans 196 pays, a énoncé ce qui suit dans ses *Principales conclusions* : « Des crimes contre les filles et les femmes enlevées, violées et obligées de changer de foi lors de conversions forcées, ont été enregistrés dans un nombre croissant de pays[5]. » Le rapport décrit également « le nombre croissant de ces violations[6] ».

Des cas de femmes chrétiennes contraintes de se marier contre leur gré ont été signalés dans 90 % des 50 pays figurant sur la liste de surveillance mondiale de la persécution 2021 de *Open Doors*. Après avoir évalué les principaux facteurs de préoccupation, tels que le mariage forcé et la violence sexuelle et physique, l'étude de l'organisation sur la persécution religieuse sexospécifique a conclu que la situation des femmes victimes de coercition religieuse ou autre s'était manifestement aggravée au cours de l'année précédente[7].

Tout porte à croire que la pandémie de la COVID-19 a constitué un terrain propice aux actes de violence sexuelle. Selon l'ONU : « Depuis l'apparition de la COVID-19, les données qui sortent et les rapports de ceux qui sont en première ligne montrent que tous

Dans les pays où la persécution est monnaie courante, les femmes et les filles chrétiennes démunies sont des proies faciles pour les prédateurs sexuels qui ne respectent pas les minorités religieuses.

Photo : Ismael Martinez Sanchez/AED

> « Nous allons mettre en œuvre de nouveaux efforts pour faire craindre aux chrétiens le pouvoir de l'Islam en enlevant des femmes. »
>
> Boko Haram

les types de violence contre les filles, en particulier la violence conjugale, se sont intensifiés[8]. » Des recherches ont démontré que les convertis vulnérables enfermés avec leur famille courent un plus grand risque d'abus général, en particulier dans la région du Moyen-Orient et de l'Afrique du Nord (MOAN)[9].

Les recherches effectuées dans le cadre de ce rapport suggèrent que, dans les pays étudiés, parmi les groupes confessionnels minoritaires dans leur ensemble, les filles et les jeunes femmes chrétiennes sont particulièrement exposées aux attaques. Selon l'Association chrétienne du Nigeria, les chrétiennes représentent 95 % des femmes et de jeunes filles détenues par les islamistes[10]. En 2014, au Pakistan, le Mouvement pour la solidarité et la paix a calculé que les chrétiennes pourraient représenter jusqu'à 70 % des filles et des jeunes femmes provenant de minorités religieuses, converties et mariées de force chaque année[11].

Une autre conclusion clé, qui ressort fréquemment des recherches sur le sujet, est que le taux d'incidence de la persécution sexuelle et religieuse des femmes est plus élevé dans les situations de conflit. Cela a été particulièrement évident lors de la prise de contrôle militaire par le groupe État islamique (ÉI) de certaines parties de la Syrie et de l'Irak, où existait « un système organisé d'asservissement sexuel des minorités[12] ». C'est également le cas ailleurs, comme au Mozambique et dans d'autres pays où le militantisme religieux a désorganisé des communautés entières. La violence a également provoqué une recrudescence de la traite des personnes[13].

L'exemple de l'État islamique met également en lumière le facteur de préoccupation à long terme le plus important concernant le mariage forcé et la conversion des jeunes filles et des femmes chrétiennes, à savoir, la preuve que le motif des auteurs de ces actes est de limiter la croissance, et parfois la survie même de ce groupe confessionnel particulier. Forcer une femme à abandonner sa foi chrétienne ne fait pas que gagner une convertie à la religion du prédateur; cela garantit également que tout enfant naissant d'une telle union, y compris par le biais d'un mariage forcé, sera lui aussi considéré comme adepte de cette religion. Au sujet des combattants de l'État islamique, l'experte en persécution chrétienne Marta Petrosillo a déclaré : « Les grossesses et les conversions forcées sont [...] un moyen d'assurer "la prochaine génération de djihadistes". » Cela s'applique à de nombreuses autres personnes engagées dans la violence sexuelle et la persécution religieuse[14]. Des preuves sont apparues démontrant que la coercition religieuse et la violence sexuelle ont été exercées dans le but de déclencher un mouvement de masse d'une communauté confessionnelle non désirée. On pourrait dire que cela s'applique au nord du Nigeria, où un porte-parole de Boko Haram a déclaré que l'objectif du groupe extrémiste militant était de pousser les chrétiens à partir en masse, avant d'ajouter : « Nous allons mettre en œuvre de nouveaux efforts pour faire craindre aux chrétiens le pouvoir de l'islam en enlevant des femmes[15]. » Selon Makmid Kamara, d'Amnistie internationale, les personnes capturées par Boko Haram ont subi des « abus horribles[16] », incluant le viol.

Ces preuves indiquent que les cas d'enlèvement systématique, de violence sexuelle, de mariage forcé et de conversion de femmes chrétiennes dans des pays comme le Nigeria, l'Irak et la Syrie, peuvent être qualifiés de nature génocidaire. Le quatrième « élément » de la « Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide » de 1948 concerne la présence de « mesures destinées à empêcher les naissances au sein du groupe[17] ». Il existe donc un lien entre les filles et les jeunes femmes qui font l'objet de cette étude et la convention, qui définit le génocide comme « des actes commis dans l'intention de détruire, en tout ou en partie, un groupe national, ethnique, racial ou religieux[18] ».

Si, dans certains pays, le ciblage des jeunes filles chrétiennes peut être défini comme étant de nature génocidaire, dans de nombreux autres, il est impossible de tirer la même conclusion ; non pas nécessairement parce que le problème est moins grave, mais en grande partie en raison du manque de preuves. En effet, dans presque tous les cas, les recherches effectuées pour ce rapport démontrent une sous-déclaration généralisée. Au Nigeria, par exemple, le gouvernement a documenté 210 cas de violences sexuelles liées au conflit en 2020, y compris des viols et des mariages forcés, « notant que ces crimes continuent d'être chroniquement sous-déclarés[19] ». Et, pour illustrer la difficulté d'évaluer l'ampleur du problème au Pakistan, une étude suggère qu'à l'échelle nationale, jusqu'à 1 000 filles chrétiennes et hindoues sont mariées et sont converties de force à chaque année[20], alors que d'autres données indiquent le même chiffre pour une seule province, le Sindh[21].

Une telle sous-déclaration des cas n'est pas surprenante. La raison principale l'expliquant, qui est devenue de plus en plus évidente au fur et à mesure que les recherches pour ce rapport se poursuivaient, est la crainte de jeter la honte sur la victime, sa famille et parfois sa communauté. Au Nigeria, les Nations unies ont relevé que la sous-déclaration est « causée par la stigmatisation et des normes sociales néfastes[22] ». S'exprimant depuis l'Irak, l'archevêque syriaque catholique Nizar Nathaniel Semaan a souligné les difficultés rencontrées pour savoir ce qu'il est advenu des femmes et des filles des minorités religieuses qui ont été enlevées par l'État islamique, ajoutant : « Qu'ont-elles fait ? Se sont-elles mariées ?

L'ambivalence institutionnelle et la pression des extrémistes font en sorte que de nombreuses femmes au Pakistan sont impuissantes lorsque leurs filles sont enlevées et forcées d'épouser leurs ravisseurs.

Photo : Magdalena Wolnik / AED

Elles ne disent rien, parce qu'elles ont honte et ne veulent pas en parler[23]. » Le faible taux de signalement est également associé à la crainte de représailles de la part des auteurs de ces crimes. Ce facteur est un thème récurrent dans une proportion importante des cas examinés dans cette étude. Lorsque deux jeunes coptes de 18 ans ont été portées disparues en Égypte au cours de l'été 2021, aucun détail n'a été publié sur l'incident, ce qui a donné lieu à des spéculations selon lesquelles les familles avaient accepté de ne rien dire en échange de leur retour.

La résistance institutionnelle de la police et des tribunaux à donner suite aux cas de disparition de filles et de femmes est une troisième raison importante pouvant expliquer le phénomène de la sous-déclaration. Elle a un impact sur le taux d'incidence, car les auteurs savent que leurs chances d'être punis sont réduites s'ils limitent leurs attaques aux communautés religieuses minoritaires. En Égypte, par exemple, un ancien membre d'un gang aurait décrit comment les militants salafistes avaient financé les enlèvements de filles et de jeunes femmes coptes, avec l'aide et la complicité de policiers. Selon lui, les autorités policières auraient conspiré en signalant la disparition de chrétiennes plutôt que leur enlèvement. Au Pakistan, la police et le système judiciaire sont fréquemment accusés d'être de connivence avec les auteurs de ces crimes. Faisant état d'une série d'enlèvements, de mariages forcés et de conversions de fillettes chrétiennes âgées d'à peine six ans, un rapport du *Gatestone Institute* a conclu que : « Tous, y compris la police locale, les fonctionnaires de la justice et les religieux islamiques, semblent déterminés à faciliter cette tragédie des droits de la personne[24]. » Il est également reproché aux tribunaux et au système judiciaire d'être partiaux à l'égard des chrétiens et chrétiennes, et de rendre une justice souvent biaisée, de manière à protéger les intérêts des auteurs de crimes et à les empêcher d'être poursuivis avec succès. L'essence de ce problème est un choc des cultures et des systèmes juridiques correspondants, la législation officielle de l'État (prétendument laïque), étant souvent supplantée par d'autres codes de pratique fondés sur des préceptes religieux et favorisant la partie non chrétienne. Les normes tribales, culturelles et religieuses, y compris les interprétations traditionnelles de la charia qui autorisent le mariage des enfants, jouent un rôle central.

Au Nigeria, par exemple, la loi fédérale sur les droits de l'enfant interdit le mariage ou les fiançailles pour les moins de 18 ans, mais il est essentiel de rappeler qu'elle n'a pas été promulguée dans 11 des 36 États du pays, où la loi locale de l'État ou bien d'autres lois lui sont prioritaires[25]. Au Pakistan, la loi de 1929 sur la restriction du mariage des enfants, modifiée par l'ordonnance de 1961 sur les lois familiales musulmanes, impose un âge minimal de 16 ans pour les futures mariées[26]. Les partis politiques islamistes se sont opposés aux appels visant à le hausser à 18 ans[27]. Cependant, cela ne reflète pas la mesure dans laquelle les tribunaux annulent la législation de l'État en faveur de la loi islamique, souvent sous le prétexte que la mariée s'est convertie à l'islam, loi dans laquelle le mariage est autorisé après les premières règles de la jeune fille. Des preuves de la pression exercée par les foules islamistes, connues pour remplir les salles d'audience, auraient également influencé les juges, en particulier dans les tribunaux inférieurs.

Dans un contexte de corruption généralisée, la volonté des gouvernements de rendre justice aux victimes et de prendre des mesures préventives pour lutter contre la violence sexuelle et la persécution religieuse des minorités confessionnelles a été remise en question à plusieurs reprises par les observateurs. Alors que le gouvernement britannique a reconnu que « les femmes chrétiennes coptes d'Égypte sont confrontées à des difficultés supplémentaires par rapport aux autres femmes, sous la forme de disparitions, d'enlèvements forcés et de conversions forcées[28] », en revanche, le gouvernement égyptien a été décrit comme méprisant le problème. Les porte-paroles du régime ont affirmé que la majorité des cas ne sont pas liés à des violations des droits de la personne et qu'il s'agit uniquement de jeunes femmes qui s'enfuient avec un homme d'une autre religion[29].

Dans les pays où les femmes et les filles chrétiennes sont victimes de violences sexuelles et de persécutions

> « Nous devons agir pour le bien des filles, des femmes, persécutées pour leur foi et sexuellement ciblées en raison de leur genre. Nous devons défendre leur cause, nous devons entendre leurs pleurs. »

religieuses endémiques, certains signes indiquent toutefois que les gouvernements commencent à prendre des mesures pour s'attaquer au problème. En mars 2021, le gouvernement du Nigeria a annoncé la création de tribunaux spécialisés et de divisions judiciaires chargés de traiter les actes de violence sexuelle, en particulier ceux commis par des extrémistes[30]. En novembre dernier, le gouvernement du premier ministre pakistanais, Imran Khan, a lancé une enquête sur les mariages forcés et la conversion des filles et des jeunes femmes, en examinant les rapports d'injustice au « cas par cas[31] ».

Toutefois, il est improbable que de telles initiatives permettent de s'attaquer de manière significative à un problème qui, comme ce rapport a cherché à démontrer, est aussi institutionnalisé, touchant les tribunaux et la police, et si profondément ancré dans la société. Il est à craindre que ces mesures ne soient que de la poudre aux yeux pour l'Occident, destinées à apaiser les inquiétudes des gouvernements préoccupés par les implications morales du commerce et de l'aide impliquant des pays dont le bilan en matière de droits de la personne laisse à désirer. Il est probable que seule une approche plus fondamentale et stratégique de la lutte contre la discrimination systémique fondée sur la religion et le genre apportera les changements qui sont essentiels pour permettre aux femmes et aux filles chrétiennes et d'autres minorités religieuses d'être libérées de la menace de la persécution sexuelle et religieuse. Certains groupes religieux interprètent les droits fondamentaux de la personne d'une manière qui entre « nécessairement et inévitablement en conflit » avec les droits des femmes. Dr Nazila Ghanea, de l'université d'Oxford, écrit : « On invoque fréquemment les normes religieuses comme moyen de défense pour s'opposer aux revendications en matière d'égalité des sexes… De [graves] violations des droits fondamentaux des femmes et des filles, sont commises au nom de la tradition (religieuse). Souvent, l'État cautionne alors ces violations ou bien ne les sanctionne pas efficacement[32]. » Une compréhension des nuances sous-jacentes est également nécessaire. Ce serait une erreur fondamentale d'interprétation de la coercition et de la violence sexuelles, motivées par la religion, que de suggérer que la foi est le seul facteur en cause. Au contraire, la religion fait souvent partie d'un ensemble d'indicateurs de vulnérabilité, perçus comme donnant aux coupables un passeport pour l'impunité. Comme l'a déclaré le professeur Mariz Tadros, les abus sexuels motivés par l'idéologie impliquent que « les prédateurs ciblent les filles et les femmes qui sont vulnérables, souvent en raison de privations économiques, de difficultés personnelles, de circonstances familiales difficiles et de rejet social[33] ».

« Il est très difficile d'être une fille chrétienne dans notre pays. Si souvent, nos filles sont enlevées et les gestes dépravés qu'elles subissent sont trop horribles pour être imaginés. C'est si effrayant. Qui est là pour nous aider ? » C'est par ces mots que l'une des victimes interrogées pour ce rapport, qui a demandé à rester anonyme, a exprimé l'urgence de libérer les filles chrétiennes de l'esclavage religieux et sexuel. Elle voulait que justice soit faite. La nature même et l'étendue des souffrances décrites dans ce rapport signifient qu'en le produisant, Aide à l'Égliise en Détresse ne cherche pas seulement à sensibiliser, mais aussi à créer un appétit pour le changement, un changement sans délai. La recherche résumée ici s'adresse aux personnes influentes à tous les niveaux, qu'il s'agisse de personnes de foi engagées dans la construction de leur communauté, de responsables d'Église, de politiciens, de membres du gouvernement ou d'autres personnes œuvrant dans le service public. Nous devons agir pour le bien des filles et des femmes persécutées pour leur foi et sexuellement ciblées en raison de leur genre. Nous devons défendre leur cause, nous devons entendre leurs pleurs.

ÉGYPTE

Une croix copte au sommet d'une église à Louxor au coucher du soleil.

Depuis des décennies, des femmes chrétiennes coptes sont enlevées et soumises à des sévices physiques et psychologiques, notamment des viols, des emprisonnements, des violences et une servitude forcée, souvent sous le couvert du mariage. Les auteurs de ces actes sont rarement poursuivis par les autorités[34].

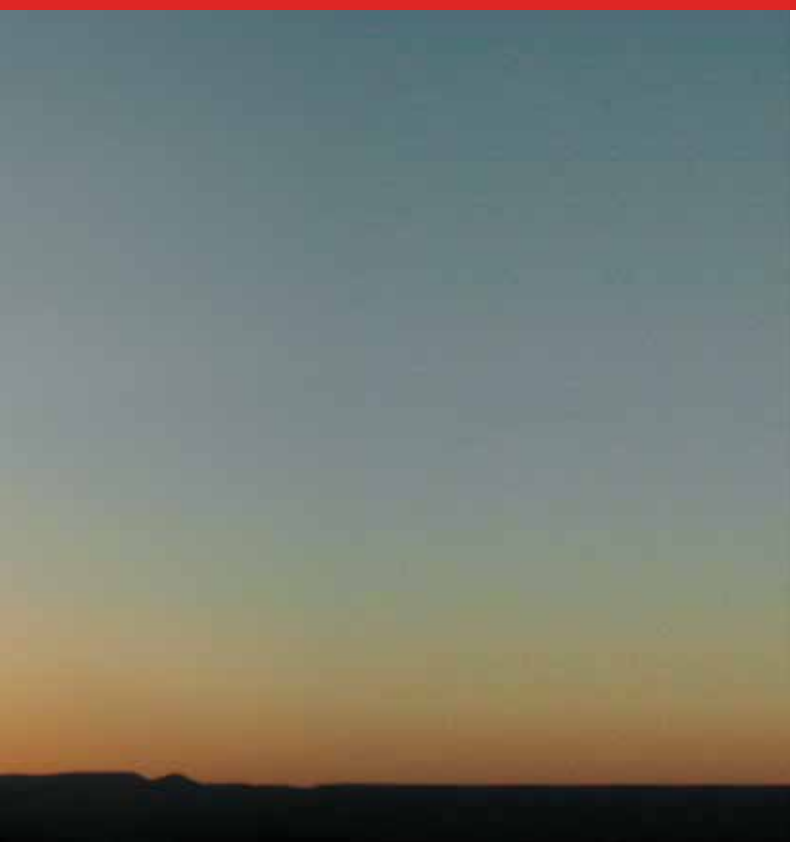
Bien que la communauté internationale reconnaisse ce phénomène, en effet, les directives du ministère de l'Intérieur britannique indiquent clairement que « les femmes chrétiennes coptes en Égypte… sont confrontées à des difficultés supplémentaires par rapport aux autres femmes, en étant parfois la cible de disparitions, d'enlèvements forcés et de conversions forcées[35] », les autorités égyptiennes font preuve d'un grand mépris à l'égard de ces cas. Le discours habituel des porte-paroles du gouvernement est que la grande majorité concerne des jeunes femmes qui s'enfuient avec un homme d'une autre religion[36].

La réticence de l'Égypte à reconnaître ces enlèvements intervient malgré deux études importantes. La première, publiée il y a plus de dix ans, fournit des témoignages de femmes qui ont été enlevées ou attirées dans le mariage et ensuite maltraitées. Les recherches de la professeure Michele Clark et de Nadia Ghaly ont démontré :

i) De nombreux cas d'enlèvements forcés ;

ii) Un modèle répété de femmes attirées dans des relations qui se soldent par de l'exploitation.

Dans cette dernière catégorie, les jeunes femmes sont souvent attirées dans une relation coercitive sous le couvert de la romance[37]. Des cas comme celui de R., qui, se sentant prisonnière d'un mariage malheureux, est partie vivre avec Ahmed, qui lui a proposé de l'épouser. Mais elle a été enfermée et on lui a dit que si elle essayait de s'échapper, elle serait tuée[38]. Après s'être enfuies, les filles découvrent souvent qu'elles ont été trompées, mais elles sont alors impuissantes. Les ravisseurs ont même pris des vidéos d'elles en train d'être abusées sexuellement pour provoquer la honte et dissuader les filles d'essayer de retourner dans leur famille[39].



> « Un ancien membre d'un gang de ravisseurs qui ciblait les jeunes filles coptes a expliqué comment ces enlèvements sont méticuleusement orchestrés. Il a déclaré : "Ils tissent une toile d'araignée autour [des filles]." »

Ces crimes violent les conventions et le protocole des Nations unies sur la traite des personnes. En effet, la disparition forcée de jeunes filles de moins de 18 ans est également contraire à la Convention des Nations unies relative aux droits de l'enfant[40].

Un ancien membre d'un gang de ravisseurs qui s'en prenait aux filles coptes a expliqué comment ces enlèvements sont méticuleusement orchestrés. Il a déclaré : « Ils tissent une toile d'araignée autour [des filles]. » La plupart d'entre elles sont livrées à des groupes salafistes, qui les obligent à se convertir. « Et une fois qu'elles ont atteint l'âge légal, un représentant islamique vient officialiser la conversion. » L'ancien membre du gang a également déclaré que les ravisseurs sont grassement payés par ces groupes et que des policiers ont conspiré pour signaler la disparition de ces jeunes femmes plutôt que leur enlèvement[41].

Le problème est aggravé par le fait que les médias n'en parlent pas suffisamment, en partie à cause du mur de silence qui s'abat souvent sur les jeunes femmes retrouvées. Deux jeunes filles de 18 ans récemment portées disparues, Injy Rizk Farouq de Menoufia (juin 2021) et Marina Reda Zachari de Gizeh (juillet 2021), ont finalement été rendues à leurs parents[42]. Aucun détail n'a été divulgué au sujet de leurs enlèvements, et l'on a supposé que les familles acceptent de garder le silence en échange de leur retour.

De nombreuses autres personnes sont toujours portées disparues, comme Hanan Isaac Wanees Ghabrial, mariée et mère de deux enfants, originaire de Shubra Al-Khaymah, même si sa famille a pu nommer les suspects qui, selon elle, la retenaient[43]. Pour de nombreuses femmes chrétiennes coptes, l'enfer de l'enlèvement et de la maltraitance reste une réalité permanente.

RANYA ABD AL-MASIH[44]

Ranya, 39 ans, a disparu du village de Mina, dans le gouvernorat de Menoufia, le 22 avril 2020. Le lendemain, la famille a signalé à la police la disparition de cette professeure d'anglais mère de trois enfants. [45]

Quelques jours plus tard, une vidéo a été diffusée sur les médias sociaux. Ranya, une chrétienne fervente, active dans l'église copte orthodoxe locale, y apparaît vêtue d'un foulard musulman Al-Amira et déclare s'être convertie à l'islam neuf ans auparavant. Elle a déclaré qu'elle avait quitté son domicile de son plein gré, en emportant ses bijoux. Elle a récité la chahada (profession de foi islamique) et a demandé à son mari et à sa famille de cesser de la chercher.

La famille était extrêmement méfiante, car, contrairement à ce qui était affirmé dans la vidéo, aucun de ses bijoux ne manquait. Son frère Remon a déclaré : « Elle a certainement été kidnappée et forcée à faire cette vidéo. » Il a ajouté qu'il pensait qu'elle avait été « menacée et forcée[46] ».

La famille de Ranya a également affirmé que la police savait où elle était détenue.

La situation n'a pas évolué jusqu'à ce que le diocèse local, dirigé par l'évêque copte orthodoxe Binjiman de Menoufia, se saisisse de l'affaire. Début mai, l'Assemblée des prêtres de Menoufia a publié une déclaration demandant aux autorités de prendre des mesures. Trois semaines plus tard, en l'absence de tout signe d'évolution significative du dossier de Ranya, l'Assemblée a déclaré qu'en attendant que des mesures soient prises pour assurer son retour, elle se retirait de Beit Al-Aila, une initiative interconfessionnelle soutenue par le gouvernement. Créée en 2011, Beit Al-Aila vise à surmonter le sectarisme et à promouvoir l'unité nationale entre les personnes de différentes confessions. L'Assemblée des prêtres a dénoncé Beit Al-Aila pour sa « passivité totale » dans le cas de Ranya[47].

L'Église a maintenu la pression. En juin, des officiers ont arrêté 15 Coptes participant à un sit-in pacifique dans le village de Mina, organisé pour protester contre l'inaction de la police. Ils ont été libérés le jour suivant[48].

Le 15 juillet, Ranya a finalement été libérée. Des photos d'elle, de retour chez elle, avec sa famille, ont fait le tour des médias sociaux, tout comme sa déclaration selon laquelle elle ne s'était jamais convertie à l'islam. Bien qu'aucun détail sur sa disparition n'ait été rendu public, Al-Azhar, l'autorité islamique qui enregistre les conversions à l'islam, l'a soutenue en affirmant qu'elle ne s'était pas convertie, car, dans l'islam, il ne peut y avoir « aucune contrainte en religion ».

L'évêque Binjiman a confirmé par la suite que Ranya avait bel et bien été enlevée, après avoir été forcée par deux femmes à monter dans une voiture. Il a déclaré que la police avait demandé à la famille de ne pas parler publiquement de l'affaire, ajoutant qu'il avait connaissance de 15 cas similaires d'enlèvement.

L'évêque a déclaré que, pendant les presque trois mois de sa détention, Ranya avait subi des violences sexuelles et psychologiques de la part de ses ravisseurs[49].

MARIAN KAMEEL ABDO

En mars 2021, Marian, une étudiante mariée de 21 ans enceinte de deux mois, a disparu d'El-Marg, au nord-est du gouvernorat du Caire.

Au moment de sa disparition, elle se préparait à rejoindre son mari aux États-Unis, et celui-ci s'occupait de ses papiers d'immigration pour qu'elle puisse le rejoindre.

Fin juillet, l'homme accusé de l'avoir enlevée a publié sur les médias sociaux des photos qui semblaient montrer que Marian et lui formaient un couple. On a supposé que ces images avaient été manipulées avec Photoshop ou un autre programme similaire.

Image: Shutterstock | Gino Santa Maria

Il y a toujours beaucoup d'activité concernant Marian sur les médias sociaux, et sa famille fait toujours pression sur les autorités pour qu'elles agissent. Au moment où nous mettons sous presse, l'affaire Marian est toujours en cours[50].

MAGDA MANSUR IBRAHIM

Le samedi 3 octobre 2020, Magda, 20 ans, a été enlevée alors qu'elle se rendait de son domicile d'Al-Badari à l'université d'Assiout. Bien que sa famille ait signalé l'affaire à la police, les autorités n'ont pris aucune mesure.

Trois jours plus tard, une vidéo a été publiée sur les médias sociaux, dans laquelle Magda apparaissait vêtue d'un hijab et déclarait s'être convertie à l'islam six ans auparavant. Elle a déclaré qu'elle était soit fiancée, soit mariée, à un homme musulman (sa déclaration était floue et elle semblait donner des informations incohérentes). À la fin de la vidéo, Madga a demandé à ce qu'on la laisse seule.

Sa famille a rejeté les affirmations de la vidéo[51]. Son père a déclaré qu'il n'était pas raisonnable de croire qu'une jeune fille de 14 ans s'était convertie clandestinement et vivait en tant que musulmane depuis six ans dans une famille chrétienne. Ils ont également souligné les contradictions dans ses propos, comme les remarques de Magda sur son mariage[52].

Un peu moins d'une semaine plus tard, Magda a été rendue. La famille n'a pas donné d'autres informations sur les épreuves qu'elle a subies. Selon un commentateur, le retour de la jeune fille semblait être conditionnel au fait que la famille ne parle plus aux médias, ne porte plus plainte et ne cherche pas à savoir qui l'avait enlevée[53].

Lorsque le pape François s'est rendu en Irak en mars 2021, un journaliste présent sur le vol papal lui a remis une liste de prix d'esclaves de l'État islamique (ÉI) pour les femmes chrétiennes et yézidies.

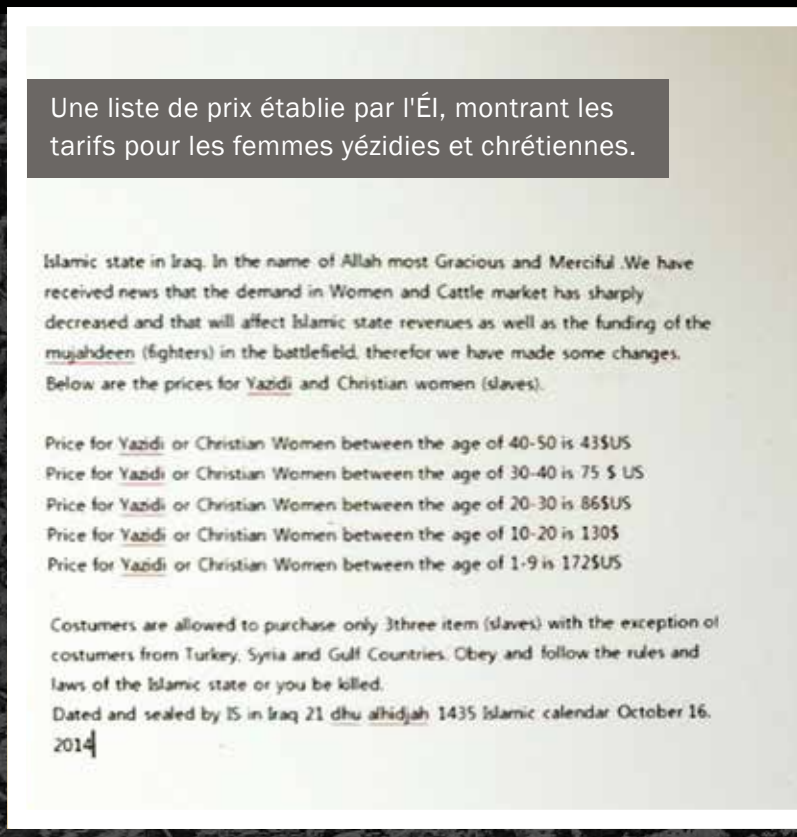
Le prix le plus bas — 43 USD — concernait les femmes âgées de 40 à 50 ans. Le prix le plus élevé — 172 USD — concernait les filles âgées de 1 à 9 ans[54].

Sous le califat de l'État islamique, l'enlèvement, le viol, le mariage forcé et la conversion forcée à l'islam des femmes chrétiennes et yézidies sont devenus monnaie courante[55]. Même avec la défaite militaire de l'État islamique (ÉI) en Irak en 2017[56] et leur défaite territoriale en Syrie en 2019[57], les effets de ces atrocités se font encore sentir aujourd'hui.

De nombreuses femmes sont toujours portées disparues et celles qui sont rentrées hésitent à s'exprimer, ce qui complique les tentatives de quantifier le nombre de celles qui ont été soumises à ce crime. À Qaraqosh, une ville chrétienne du nord de l'Irak située dans la plaine de Ninive, on estime que l'État islamique a pris entre 45 et plus de 100 femmes chrétiennes lorsqu'il s'est emparé de la ville en août 2014. En 2019, seules sept de ces femmes étaient revenues à Qaraqosh[58].

L'archevêque syriaque catholique Semaan d'Adiabene, qui comprend Qaraqosh, a déclaré à l'Aide à l'Église en Détresse (AED) que les femmes rentrées avaient peur d'être jugées par la communauté et que deux ou trois d'entre elles avaient quitté l'Irak pour la France. Il a déclaré : « C'est devenu un scandale social. Aucune personne à qui j'ai parlé ne m'a raconté ce qu'elle avait vécu sous l'État islamique. »

En Syrie voisine, il est à craindre qu'à Idlib, bastion djihadiste, les femmes chrétiennes subissent encore



Une liste de prix établie par l'ÉI, montrant les tarifs pour les femmes yézidies et chrétiennes.

Islamic state in Iraq. In the name of Allah most Gracious and Merciful .We have received news that the demand in Women and Cattle market has sharply decreased and that will affect Islamic state revenues as well as the funding of the mujahdeen (fighters) in the battlefield, therefor we have made some changes. Below are the prices for Yazidi and Christian women (slaves).

Price for Yazidi or Christian Women between the age of 40-50 is 43$US
Price for Yazidi or Christian Women between the age of 30-40 is 75 $ US
Price for Yazidi or Christian Women between the age of 20-30 is 86$US
Price for Yazidi or Christian Women between the age of 10-20 is 130$
Price for Yazidi or Christian Women between the age of 1-9 is 172$US

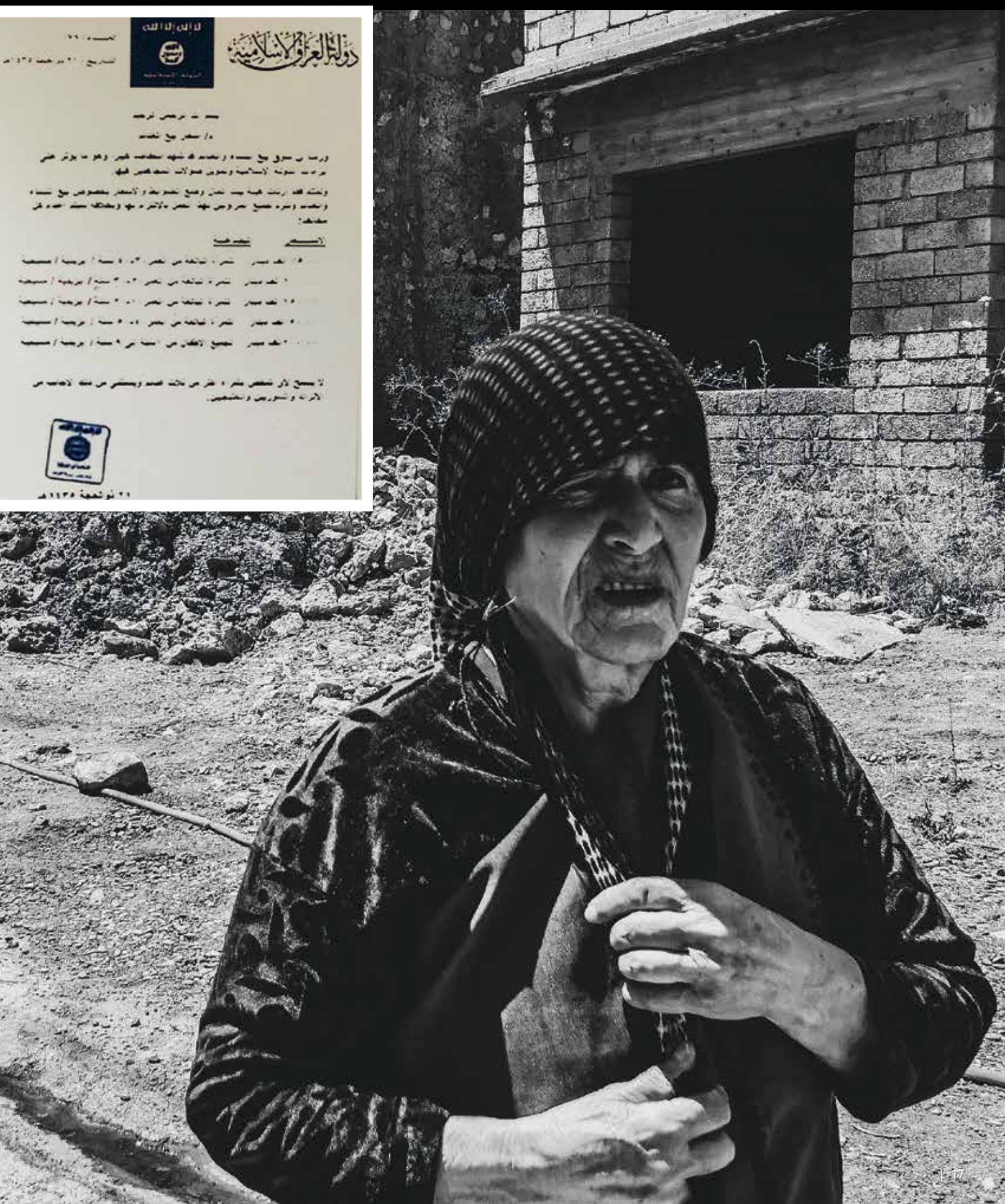
Costumers are allowed to purchase only 3three item (slaves) with the exception of costumers from Turkey, Syria and Gulf Countries. Obey and follow the rules and laws of the Islamic state or you be killed.
Dated and sealed by IS in Iraq 21 dhu alhidjah 1435 Islamic calendar October 16. 2014

ces abus. Le père Firas Lutfi, custode de la Province Saint-Paul pour les Franciscains de Syrie, du Liban et de Jordanie, a déclaré à l'AED : « Je pense que cela se produit encore, je le pense. Malheureusement, Idlib est toujours occupée par différents groupes djihadistes et j'imagine que cela se produit encore. »

Il a ajouté : « Cela est certainement arrivé à une femme chrétienne. Elle était enseignante et a subi des violences sexuelles, puis ils l'ont tuée. Plusieurs hommes l'ont agressée sexuellement, avant de la tuer. »

Le père Firas a souligné l'ampleur du problème à l'AED, en disant : « Les conversions forcées seraient arrivées à peut-être plusieurs centaines de femmes. Les djihadistes ont contrôlé une énorme zone pendant des années. »

Pour l'instant, l'accent est mis sur la réinsertion de ces femmes et la consolation des membres des familles dont les épouses, les sœurs, les nièces et les mères ne sont pas revenues. Il faudra du temps pour que les cicatrices se referment. Les femmes chrétiennes ne peuvent qu'espérer que les craintes répandues à l'effet que l'État islamique — ou un autre groupe militant — revienne s'avèrent infondées[59].


دولة العراق الإسلامية

RITA HABIB

Rita s'est rendue en Turquie pour tenter de s'enregistrer et d'obtenir l'asile pour son père veuf, alors que l'État islamique (ÉI) déferlait sur l'Irak en 2014[60]. Le 6 août, elle est retournée à Qaraqosh avec les approbations dont elle avait besoin[61].

Elle a tenté de rejoindre son père, qui est malvoyant, et s'est frayé un chemin parmi les réfugiés qui allaient dans la direction opposée. La nuit même de son arrivée à Qaraqosh, les combattants Peshmerga qui protégeaient la ville se sont retirés. Elle s'est réveillée à la vue des drapeaux noirs de l'État islamique dans les rues[62].

Elle et d'autres personnes ont reçu l'ordre, sous peine de mort, de se rassembler sur la place. Les combattants de l'État islamique les ont séparés en quatre groupes : personnes âgées, jeunes hommes, jeunes femmes et enfants. Le groupe de Rita a été emmené à Mossoul et on lui a dit qu'il allait faire partie d'un échange de prisonniers.

« Vous êtes le butin de la guerre, vous comme les yézidis », ont dit les membres de l'État islamique à Rita. Elle pensait qu'en tant que chrétienne, elle bénéficierait d'une protection, car les « gens du livre » sont censés être mieux traités selon l'idéologie de l'État islamique[63].

Rita a été achetée par un Irakien de Mossoul et est restée avec lui pendant un an et demi[64]. Rita a déclaré : « À l'hôpital de Mossoul, nous, les femmes, avons été soumises aux abus les plus dégradants. Trois enfants de mon peuple étaient avec moi, et j'ai assisté à leur vente aux émirs de Mossoul. J'ai été vendue à [l'émir] Abu Mus'ab al-Iraqi. Dans sa maison, il y avait aussi une fille yézidi de Sinjar nommée Shata… elle n'avait que 14 ans. Il nous a violé toutes les deux, encore et encore[65]. » Rita a ajouté : « Nous avons été violées et torturées[66]. »

Rita et la jeune fille yézidi, Shata, ont également été torturées psychologiquement par l'émir. Elle a déclaré : « Il nous faisait regarder des vidéos où l'on voyait des terroristes massacrer des non-musulmans. Dans l'une d'elles, ils décapitaient le frère de Shata[67]. »

Rita a été déplacée à Raqqa avant d'être vendue à un Saoudien nommé Abu Khalid al-Saudi. Elle a expliqué : « Abu Khalid était marié à une femme du Maroc. Elle me battait et me torturait tous les jours. Elle n'abandonnait pas tant que je ne saignais pas, de la tête, par exemple. Ils me faisaient lire le Coran et menaçaient de me tuer si je ne me convertissais pas à l'islam[68]. »

Forcée de nettoyer et de ranger la maison, Rita raconte : « La femme n'avait qu'à crier "abed" [esclave] ou "kafir" pour me convoquer[69]. »

Ensuite, Rita a vécu avec un Syrien à Abu Kamal, à la frontière irako-syrienne. Elle y est restée un an et quatre mois, avant d'être déplacée dans un village à l'extérieur de Deir ez-Zur. C'est là que des membres de la Fondation Shlama, un groupe financé par la diaspora assyrienne et chaldéenne, se sont fait passer pour des djihadistes et ont acheté sa liberté.

Elle a déclaré : « Je suis très heureuse d'avoir retrouvé mon père après trois ans. C'est un moment de joie, car il est la seule famille qui me reste[70]. »

RANA

Rana, alors âgée de 31 ans, et son mari ne se sont pas échappés à temps lorsque l'État islamique (ÉI) a pris Qaraqosh le 7 août 2014 [71]. Elle a été emmenée à Mossoul. Rana a dit : « Je voulais m'échapper, mais il n'y avait aucun moyen de s'enfuir ou de partir [72]. »

Pendant plus de deux ans, elle a été transférée entre des propriétaires en Irak et en Syrie. Elle a été vendue à ses « propriétaires » abusifs pour une somme pouvant atteindre 19 000 £ (32,000 CAD). Elle était obligée de cuisiner pour les enfants des combattants et de nettoyer leurs maisons. Rana raconte : « Les rues étaient pleines de mines. La famille disait : "Si tu passes cette porte, nous te tuerons" [73]. »

Photo : Claire Thomas

Elle prétendait se convertir à l'Islam, mais, la nuit, elle priait Jésus, et demandait l'intercession de Marie. Elle a déclaré : « Il y a eu tant de fois où j'aurais pu me suicider, mais j'ai décidé que je ne voulais pas perdre mon âme. J'avais encore un peu d'espoir. »

Rana a finalement été secourue et est rentrée chez elle. Le père Duraid Barbar, un prêtre local, a déclaré : « Les femmes me disent : "Je suis désolée parce que j'ai quitté Jésus". Je leur dis : "Il n'y a pas de problème, parce que Jésus vous aime, il ne vous a jamais quitté". »

POURQUOI LES VICTIMES REFUSENT-ELLES DE PARLER

On ne sait pas exactement combien de femmes chrétiennes en Irak et en Syrie ont été enlevées et forcées de se convertir et d'épouser leur ravisseur.

Il est probable qu'elles soient plus d'une centaine. Beaucoup d'entre elles sont encore en captivité quelque part. Leurs familles ne veulent pas parler des femmes disparues et les quelques femmes revenues ne souhaitent pas non plus parler.

Le père Firas a expliqué à l'Aide à l'Église en Détresse pourquoi tant de personnes sont réticentes à partager leur histoire : « La première chose qu'une personne ayant vécu une tragédie souhaite faire est d'en effacer le souvenir. »

La deuxième raison est la peur d'être interrogée et de devoir se rendre au centre de renseignement et de subir de nombreuses heures d'interrogatoire. Il ajoute : « Il est très difficile d'entrer en contact avec quelqu'un qui vous dira véritablement ce qui s'est passé, parce que ce sujet est tabou. »

L'archevêque Semaan a souligné que la honte et la peur du jugement jouent un rôle. Il a déclaré : « C'est une question de scandale social ou de peur que les gens parlent d'elles. Elles ne diront rien parce qu'elles ont honte et ne veulent pas en parler. »

Le père Firas Lutfi (à gauche), qui exerce son ministère en Syrie, au Liban et en Jordanie.

Photo : Bruno Barata

MOZAMBIQUE

Photo : Johan Viljoen

Le groupe islamiste Ansar Al-Sunna a commencé une violente insurrection dans la province de Cabo Delgado au Mozambique en 2017[74]. Ils ont des liens avec l'État islamique (ÉI)[75]. Selon l'ONU, depuis octobre 2017, le conflit a tué plus de 2 600 personnes et déplacé plus de 700 000 personnes. Les extrémistes ont fréquemment enlevé des jeunes filles, y compris des chrétiennes, pour les utiliser comme esclaves sexuelles et les forcer à épouser les combattants[76].

Selon un rapport publié par l'Observatoire de l'environnement rural (OMR), un groupe de réflexion basé au Mozambique, les jeunes filles chrétiennes enlevées sont soumises à des pressions pour qu'elles se convertissent à l'islam et on leur dit que si elles refusent, elles seront utilisées comme esclaves[77]. Le rapport indique que les insurgés ont enlevé plus de 1 000 femmes et filles et en ont forcé beaucoup à avoir des relations sexuelles avec leurs combattants[78].

João Feijó, chercheur à l'OMR, a expliqué à l'l'Aide à l'Église en Détresse (AED) ce qui arrive aux femmes chrétiennes enlevées qui ne se convertissent pas à l'Islam. Il a déclaré : « Elles doivent faire tout ce qu'on leur dit de faire. » Les personnes interrogées dans le rapport ont expliqué qu'elles devaient assister à des séances d'« éducation » forcées, comprenant des conférences idéologiques et des instructions coraniques[79]. Les femmes apprennent à devenir « une bonne mère islamique[80] ».

Au Mozambique, une religieuse a passé plus de trois semaines captive des djihadistes et, à sa libération, elle a sonné l'alarme au sujet des centaines d'enfants enlevés, dont beaucoup étaient forcés de devenir des enfants soldats ou des enfants mariées[81]. Le père Kwiriwi Fonseca, un prêtre qui s'occupe des familles déplacées par la violence islamiste, a raconté à l'AED le calvaire de la religieuse et a relayé son grave avertissement selon lequel les jeunes sont contraints par les extrémistes militants.

Femmes déplacées dans la province de Cabo Delgado.

> « Les terroristes utilisent ces enfants et les entraînent de force à combattre dans leurs rangs, tandis que les filles sont violées et forcées de devenir leurs " épouses ". Dans certains cas, lorsqu'ils se sont lassés d'elles, ces filles sont tout simplement jetées à la rue. »
>
> Père Kwiriwi Fonseca

Le père Fonseca a déclaré : Sœur Eliane elle-même a été retenue pendant 24 jours par les terroristes dans les montagnes, et elle m'a supplié : « Padre Fonseca, n'oubliez pas les personnes qui ont été enlevées, surtout les enfants et les adolescents, qui sont formés pour devenir des terroristes[82]. » Il a ajouté : « Les terroristes utilisent ces enfants et les entraînent de force à combattre dans leurs rangs, tandis que les filles sont violées et forcées de devenir leurs "épouses". Dans certains cas, lorsqu'ils se sont lassés d'elles, ces filles sont tout simplement jetées à la rue[83]. »

Le prêtre a dit : « Nous pouvons parler de centaines [de cas]. »

En juin 2021, l'organisation caritative *Save the Children* a publié un rapport indiquant qu'« au moins 51 enfants, pour la plupart des filles », avaient été capturés par des groupes armés non étatiques et que les filles risquaient de subir des violences sexuelles et d'être contraintes à un mariage précoce[84]. L'organisation caritative, qui a également signalé qu'un enfant peut-être âgé de seulement 11 ans avait été décapité pendant le conflit[85], a déclaré que ce nombre était probablement beaucoup plus élevé parce que le problème est sous-déclaré.

Entre septembre 2020 et avril 2021, le Comité international de la Croix-Rouge a déclaré avoir enregistré au Mozambique plus de 2 600 appels de personnes ayant perdu des membres de leur famille, dont la plupart sont de jeunes adultes et des enfants[86].

« AANA »*

Pour des raisons de sécurité, les circonstances de l'enlèvement d'Aana n'ont pas été révélées. Les seuls détails donnés sont ceux qu'elle a fournis[87]. Pourtant, son témoignage apporte un éclairage précieux sur ce qui arrive aux jeunes filles chrétiennes qui tombent entre les mains des djihadistes.

*Nom fictif

Aana a déclaré que les jeunes filles chrétiennes se voyaient offrir un « choix » : se convertir à l'islam et épouser un combattant, ou devenir esclaves.

Elle a ajouté : « Les filles et les femmes avaient trois options : être choisies par l'un des soldats pour être une future épouse ; ou être choisies par certains des hommes, non pas pour le mariage, mais pour suivre les normes plus radicales de l'islam. »

« [Ils préparent] la jeune femme à devenir une vraie musulmane, à devenir une bonne mère musulmane. Parce qu'ils croient que la femme est celle qui éduque la famille à suivre l'Islam de la bonne manière. La troisième option était pour celles qui étaient chrétiennes et qui refusaient de se convertir. Elles seraient choisies par les soldats pour être des esclaves[88]. »

Au Mozambique, les femmes risquent d'être enlevées.

Photo : Johan Viljoen

Les djihadistes ont enlevé les filles par grands groupes et ont immédiatement commencé à les endoctriner. Selon l'OMR, les « chrétiens convertis » sont soit utilisés dans le cadre de missions militaires dans le cas des hommes, soit elles sont épousées par un insurgé dans le cas des femmes. Ceux et celles qui refusent de se convertir, en plus d'être réduits à l'esclavage, risquent également d'être victimes de la traite de personnes[89].

Aana a expliqué que l'endoctrinement a commencé dès sa prise d'otage, déclarant : « Le jour de notre arrivée, ils ont fait une lecture du Coran, ils ont abordé toute la question de l'injustice dans le pays, des abus sociaux, de la corruption… »

« Ils nous ont notamment répété que la démocratie était démoniaque, parce qu'au Mozambique, elle permettait aux politiciens de voler le peuple et de le laisser mourir de faim, sans lui prodiguer de soins. Et ils ont endoctriné ces femmes pour qu'elles finissent par accepter leur proposition[90]. »

Après un certain temps, la pression finit par amener les filles à « changer de camp ». Elle explique : « Une dame a dit : "Au bout d'une semaine, on s'y habitue. Vous pleurez, vous ne mangez pas pendant un moment, mais ensuite, vous découvrez qu'il n'y a pas d'échappatoire". Elles commencent à accepter la réalité et à changer de camp. Et certaines des très jeunes épouses de ces personnes commencent à penser que c'est vrai[91]. »

Parlant du traitement de l'une des autres filles, elle a dit : « Je crois que c'était une situation de viol, car quand elle nous en a parlé, elle a beaucoup pleuré[92]. »

Aana n'est plus en captivité.

Père Fonseca du diocèse de Pemba.

SUR LE TERRAIN

Le père Kwiriwi Fonseca, du diocèse de Pemba, s'occupe des victimes d'enlèvement au Mozambique. Il a parlé à l'Aide à l'Église en Détresse (AED) de la crise croissante dans son pays. Il a déclaré à l'organisation caritative que les jeunes filles chrétiennes courent un risque réel d'enlèvement, de viol, de conversion et de mariage forcés, car « ils [les combattants] sont capables de tout faire. Ils peuvent faire ce qu'ils veulent ».

Père Fonseca, que pouvez-vous nous dire sur l'enlèvement de femmes chrétiennes au Mozambique ?

Des femmes chrétiennes sont enlevées, pas toutes seules, mais avec d'autres femmes. C'est un phénomène qui se produit là où se trouvent les terroristes, là où se déroulent les combats. Nous parlons de la question en général dans des endroits comme Mocimboa da Praia ou à Palma, où se produisent les attaques.

Vous avez déjà parlé de l'enlèvement de filles et de garçons mineurs. Pouvez-vous nous en dire plus à ce sujet ?

Lorsque nous nous sommes rendus dans les camps où se trouvent les personnes déplacées, des femmes nous ont dit que leurs enfants étaient désormais aux mains de terroristes. La façon dont elles en parlaient et la façon dont elles pleuraient nous ont convaincus que c'était bien le cas. Des enfants sont entre les mains des terroristes. *Save the Children* l'a confirmé. La semaine dernière, l'armée a détruit un camp de terroristes et a sauvé quelques enfants.

Quel sort est réservé à ces jeunes filles ?

Lorsqu'elles se retrouvent entre les mains des terroristes, elles sont impliquées dans les services militaires et deviennent leurs soldates. On leur enseigne également la doctrine islamique et les activités terroristes militaires. [Pour] les femmes, certaines d'entre elles sont forcées de se marier avec les terroristes.

Qu'est-ce qui motive cette vague d'enlèvements ? Qu'espèrent les combattants ?

Les revendications du groupe sont plutôt vagues, mais, jusqu'à présent, d'après leur façon de faire, nous pouvons comprendre qu'il s'agit d'une question économique. En outre, certains des membres sont impliqués dans le trafic de drogue et il s'agit d'un groupe international et national impliqué dans ces problèmes. Ils sont motivés par leurs croyances islamiques, même si nous savons qu'ils ont également d'autres motivations. Ils utilisent la religion, mais, sous le couvert de cette dernière, beaucoup d'autres questions les préoccupent.

Photo : Jaco Klamer

Des femmes qui ont fui vers l'église *St-James*, à Yola, lorsque Boko Haram a attaqué leur village.

La plupart des femmes et des jeunes filles qui sont enlevées et maltraitées le sont par des groupes extrémistes comme Boko Haram, mais un nombre plus restreint, mais significatif, de jeunes filles chrétiennes sont enlevées dans le cadre de ce que l'on appelle parfois des « enlèvements communautaires ».

L'insurrection de Boko Haram dans le nord du Nigeria a donné lieu à d'innombrables atrocités, notamment des enlèvements massifs, alors qu'elle tente de s'emparer de territoires dans le but de fonder un État islamiste. En 2020, 210 cas documentés de violences sexuelles liées au conflit, notamment des viols et des mariages forcés, ont été recensés, touchant 94 filles, 86 femmes et 30 garçons. L'ONU a noté que ces crimes sont fortement sous-déclarés en raison de la stigmatisation sociale[93].

Les deux factions de Boko Haram[94] ont enlevé des filles et de jeunes femmes, les forçant souvent à épouser leurs membres. Le mariage forcé des chrétiennes s'accompagne de la contrainte de se convertir à l'islam et d'avoir des relations sexuelles. Bien que le mariage forcé ne soit en aucun cas limité aux femmes chrétiennes, elles ont toutefois été largement ciblées[95] et, selon l'Association chrétienne du Nigeria, les chrétiennes représentent 95 % des personnes détenues par les islamistes[96]. En effet, Boko Haram a commencé sa campagne d'enlèvements en s'emparant spécifiquement de femmes et d'enfants chrétiens en 2013, en représailles à la détention prolongée de membres de familles du groupe terroriste par les autorités[97].

Il a été suggéré que ces pratiques, qui reflètent le comportement des groupes rebelles dans d'autres zones de conflit subsahariennes, ont deux moteurs. Premièrement, les femmes sont considérées comme des actifs, productifs et reproductifs, fournissant des services tels que la cuisine et le nettoyage. En effet, les personnes saisies ne sont pas toutes contraintes au

> « En mars 2021, le Nigeria a annoncé qu'il allait mettre en place des tribunaux spécialisés et des divisions judiciaires pour traiter les violences sexuelles, notamment celles commises par des extrémistes. »

mariage : l'infirmière de l'ONU Alice Ngaddeh a été décrite comme une « esclave » par les extrémistes qui l'ont enlevée[98]. Deuxièmement, les abus sexuels sur les femmes peuvent avoir une « dimension punitive », comme on l'a vu dans le viol systématique des étudiantes lors de l'attaque de 2013 contre des logements universitaires à Maiduguri[99].

Toutefois, l'enlèvement et le mariage forcé de filles par des extrémistes doivent être replacés dans le contexte de tendances plus larges au Nigeria, notamment la discrimination à l'encontre des communautés chrétiennes autochtones dans au moins 16 des 19 États du Nord[100] et les taux élevés de mariage d'enfants au Nigeria. Les normes tribales, culturelles et religieuses, y compris les interprétations traditionnelles de la charia, protègent le mariage des enfants, et bien que la loi fédérale sur les droits de l'enfant interdise le mariage ou les fiançailles pour les moins de 18 ans, au moment de la rédaction de ce rapport, elle n'a pas encore été promulguée dans 11 des 36 États du Nigeria où la loi de l'État (ou une autre loi) lui est prioritaire[101].

Ces facteurs peuvent également donner une idée de la raison pour laquelle l'enlèvement et le mariage forcé de mineures ont lieu dans la communauté, malgré le fait qu'ils enfreignent le droit pénal du pays. Même lorsque les filles sont libérées, des retards ont été enregistrés dans le processus judiciaire. En 2015, Ese Rita Oruru, une chrétienne de 13 ans, a été enlevée par Yunusa Dahiru, qui l'a forcée à se convertir à l'islam et à l'épouser. Elle a été sauvée l'année suivante, alors qu'elle était enceinte. Dahiru a été arrêté, mais l'affaire n'a été entendue qu'en 2020. Il a été condamné[102].

En mars 2021, le Nigeria a annoncé qu'il allait mettre en place des tribunaux spécialisés et des divisions judiciaires pour traiter les violences sexuelles, notamment celles commises par des extrémistes[103].

REBECCA

« Ils m'ont fouettée. 98 coups par jour. J'ai été malade pendant deux semaines. Ils ont pris mon plus jeune fils Jonathan et l'ont jeté vivant dans le lac Tchad, où il s'est noyé. »

Aujourd'hui, Rebecca bénéficie d'aide psychologique, soutenue par l'Aide à l'Église en Détresse (AED), pour l'aider à guérir de ces horribles souvenirs. S'exprimant en haoussa, par l'intermédiaire du prêtre local, le père Gideon Obasogie, elle a raconté ses deux années en tant qu'« épouse » de Boko Haram.

Rebecca et sa famille ont fui Baga, près de Maiduguri, lors d'une attaque extrémiste en août 2014. Elle était enceinte et son mari tenait dans ses bras le petit Jonathan et tenait par la main le petit Zachariah, âgé de trois ans. Alors que Boko Haram gagnait du terrain sur eux, Rebecca a supplié son mari de les quitter, disant qu'ils n'enlevaient que des femmes et des enfants, mais tuaient des hommes. À contrecœur, il est parti. Les combattants sont arrivés peu après et ont tiré au hasard dans la brousse. Rebecca a cru que son mari était mort.

Après 28 jours de marche, elle a été obligée de traverser le lac Tchad à gué, avec de l'eau jusqu'au cou, pour se rendre au camp des extrémistes. Rebecca a fait une fausse couche pendant le voyage. Elle a été vendue à un combattant de Boko Haram et forcée de l'épouser, mais a refusé de coucher avec lui. « Je ne lui ai pas cédé. La plupart des nuits, quand il voulait me toucher, je m'enduisais des excréments de mes enfants. Cela l'a toujours éloigné de moi. »

En guise de punition, elle a été battue et fouettée. Ils l'ont également obligée à creuser un trou pendant trois semaines jusqu'à ce qu'elle atteigne l'eau. Puis, Rebecca est tombée malade. Son plus jeune fils Jonathan, qui avait alors trois ans, a été jeté dans le lac Tchad en guise de punition supplémentaire. Ils l'ont ensuite enterrée dans une fosse.

Le père Gideon a dit : « Quand elle est sortie de la fosse après presque quatre jours, elle était très faible, et l'homme de Boko Haram l'avait violée et mise enceinte. » Désespérée, elle avait l'intention de se suicider en prenant une surdose d'acétaminophène, mais la femme d'un pasteur, qui avait déjà deux enfants d'un extrémiste, l'a persuadée de continuer à vivre. Elle a ensuite donné naissance à un garçon.

Rebecca a réussi à s'échapper lorsque les islamistes effectuaient des raids. Elle a obtenu la permission de rendre visite à un cousin dans un village voisin (également sous le contrôle de Boko Haram) de la part de la femme d'un combattant de haut rang à qui on avait confié des pouvoirs, et elle s'est enfuie. Elle a marché pendant plus de trois semaines avec ses deux fils.

Ils ont fini par arriver à Diffa, au Niger. Les troupes de l'armée les ont transportés jusqu'à Maiduguri, où elle a découvert que son mari était vivant. Or, croyant son épouse morte, ce dernier s'apprêtait à se remarier. Il a annulé le mariage, mais était désemparé à cause du nouveau bébé conçu par le militant de Boko Haram.

La famille a d'abord été prise en charge dans un camp de réfugiés géré par le diocèse de Maiduguri, avec 500 autres personnes déplacées. En 2021, la famille vit en dehors du camp, mais elle reçoit toujours l'aide du diocèse. Rebecca et son mari ont renouvelé leurs vœux de mariage et, malgré les difficultés, ils envisagent l'avenir avec espoir.

RUTH NGLADAR POGU

Le 7 août 2021, Ruth a retrouvé sa famille après plus de sept ans de captivité. C'était la première fois qu'elle la voyait depuis qu'elle avait été capturée par Boko Haram en avril 2014. Elle faisait partie des 270 filles enlevées à l'école secondaire pour filles de Chibok, dans l'État de Borno[104].

Photo : Bureau du gouverneur d'État Babagana Umara Zulum

Après leur captivité, les filles, qui étaient pour la plupart chrétiennes, ont eu à faire le choix difficile de se convertir à l'islam et d'épouser des combattants de Boko Haram, ou de devenir des esclaves. Ruth, comme la majorité des filles a choisi de se convertir et de se marier. Ruth a été récupérée lorsque son mari de Boko Haram s'est rendu à l'armée nigériane le 28 juillet 2021, à Bama. Elle a eu deux enfants de cet homme.

Le gouverneur de l'État, Babagana Umara Zulum, qui a rencontré Ruth et sa famille, a déclaré qu'elle « entreprendrait un programme de réadaptation et de réintégration axé sur sa santé, son bien-être psychosocial et la voie qu'elle choisira pour un avenir productif, qu'elle déterminera elle-même ». Il a ajouté que les retrouvailles de Ruth avec ses parents entretenaient l'espoir d'autres familles dont les filles ont été enlevées[105]. À l'heure où nous écrivons ces lignes, plus d'une centaine des filles de Chibok sont toujours aux mains de Boko Haram.

SADIYA AMOS

Sadiya, 17 ans, a été enlevée à Gidan Dio Nassarawa Tudun Wada Anchua, dans l'État de Kaduna, dans la nuit du 5 janvier 2020[106].

Deux jours plus tard, son père, Amos Chindo, a été contraint de se présenter devant un tribunal de la charia à Anchau, où un avocat l'a accusé d'avoir empêché sa fille Sadiya de se convertir à l'islam. La procédure a été ajournée au 14 janvier, date à laquelle des prêtres du diocèse anglican d'Ikara ont accompagné les parents de Sadiya pour faire valoir qu'en tant que chrétiens, la famille n'était pas soumise à la charia. Cependant, le juge a refusé de les entendre et, en l'absence de Sadiya, a décidé que la jeune fille s'était convertie et a classé l'affaire[107].

La *Hausa Christians Foundation* a lancé une campagne pour demander sa libération. Dans une déclaration, la fondation a indiqué qu'il s'agit de l'un des 30 cas similaires qu'elle a mis en lumière au cours des trois dernières années. Elle ajoute que, souvent, une fille « est abusée sexuellement avant même le mariage pour que les parents l'abandonnent lorsqu'elle tombe enceinte[108] ».

Sadiya a fini par s'échapper lorsque ses gardes se sont endormis après avoir laissé la porte de sa chambre ouverte. Elle a décrit comment, après son enlèvement, elle a été retenue dans une pièce pendant plus d'un mois et forcée de se convertir à l'islam[109].

PAKISTAN

Les filles risquent d'être enlevées dans certaines régions du Pakistan.

L'enlèvement, le mariage forcé et la conversion des filles et des femmes chrétiennes sont endémiques au Pakistan. S'il n'existe aucun consensus sur l'ampleur précise du problème, les recherches révèlent toutefois clairement un taux d'incidence élevé. Le Mouvement pour la solidarité et la paix a calculé en 2014 que chaque année, jusqu'à 1 000 jeunes femmes et filles chrétiennes et hindoues âgées de 12 à 25 ans sont enlevées et forcées de se convertir à l'islam. De ce nombre, près de 70 % seraient chrétiennes[110].

D'autres recherches dressent un tableau encore plus désastreux. En avril 2019, la Commission des droits de l'homme du Pakistan (HRCP), une ONG nationale, a signalé qu'au cours de l'année précédente, 1 000 cas de conversion forcée de femmes chrétiennes et hindoues avaient eu lieu dans la seule province du Sindh[111]. Comme l'a souligné le directeur du Centre catholique pour la justice et la paix du Pakistan, Naem Gill, le nombre exact de conversions et de mariages forcés au Pakistan est « très difficile à déterminer », car « la majorité des cas ne sont pas signalés, la plupart des victimes étant pauvres et vulnérables[112] ». En effet, les études montrent que les cas sont largement sous-déclarés. Parmi les motivations, on trouve le désir d'éviter la honte sociale et la menace de représailles de la part des ravisseurs et des complices. De nombreuses communautés minoritaires vivent comme une sous-classe féodale et ne veulent pas, ou ne peuvent pas, faire valoir leurs droits face à la répression du groupe majoritaire.

Tout porte à croire que les enlèvements et les conversions forcées s'aggravent. Selon le Centre pour la justice sociale du Pakistan, 162 conversions douteuses ont été signalées dans les médias après 2012, dont 49 pour la seule année 2019[113]. Près de la moitié d'entre elles étaient des mineures, certaines étant âgées d'à peine 11 ans. En novembre 2020, la multiplication des signalements d'incidents et l'inquiétude croissante de la communauté internationale ont incité le gouvernement du premier ministre Imran Khan à lancer une enquête sur une base de « cas par cas[114] ». L'objectif déclaré était de « trouver les raisons de ce problème ».

> « Chaque année, jusqu'à 1 000 jeunes femmes et filles chrétiennes et hindoues âgées de 12 à 25 ans sont enlevées et forcées de se convertir. »

À la recherche d'une explication, les organisations de défense des droits des femmes et les ONG de lutte contre les persécutions religieuses ont relevé les problèmes rencontrés par la police et les tribunaux tant au niveau du signalement des cas que de l'exercice de la justice. La Loi de 1929 sur la restriction du mariage des enfants fixe l'âge minimum à 16 ans pour les femmes et à 18 ans pour les hommes[115]. En 2019, le Sénat a adopté un amendement à la loi relevant l'âge minimum des femmes afin qu'il soit le même que celui des hommes, mais les partis politiques religieux tels que l'Ulema-e-Islam (JUI-F) et le Jamaat-e-Islami ont affirmé que la législation proposée était anti-islamique et ont demandé qu'elle soit étudiée par le Conseil de l'idéologie islamique[116]. Cela met en lumière une faille fondamentale du système judiciaire, selon lequel les juges et les magistrats sanctionnent souvent le mariage à condition que la fille ait eu ses premières règles. En cela, les juges reflètent les précédents juridiques basés sur l'école hanafi de la jurisprudence de la charia, qui prédomine au Pakistan.

Face à l'inquiétude croissante suscitée par la recrudescence des enlèvements de jeunes filles appartenant à des minorités religieuses, les responsables ecclésiastiques ont été déçus, en juillet 2021, d'apprendre que la Cour suprême du Pakistan avait refusé une demande d'intervention. Le juge de la Cour suprême, Mushir Alam, aurait rejeté l'appel de l'évêque de l'Église du Pakistan, Azad Marshall, en faveur d'une pétition constitutionnelle visant à protéger les jeunes filles chrétiennes contre la conversion et le mariage forcés. Dans sa réaction à la décision, l'évêque Marshall, président du Conseil national des Églises du Pakistan, a déclaré : « Nous avions placé nos espoirs dans la Cour suprême pour qu'elle réponde à cette revendication de longue date des chrétiens pakistanais », ajoutant qu'il était « attristé » par cette décision[117].

FARAH SHAHEEN

Âgée d'à peine 12 ans, la jeune chrétienne Farah Shaheen, originaire de Faisalabad, a été enlevée, mariée de force et convertie. Pendant cinq mois d'esclavage sexuel, elle a été enchaînée et forcée de travailler de longues heures à nettoyer les excréments d'animaux sur la ferme de son ravisseur.

C'est le 25 juin 2020 que la catastrophe a frappé, alors que Farah Shaheen était chez elle à Faisalabad avec son grand-père, ses trois frères et ses deux sœurs. Ce jour-là, on a frappé à la porte. Lorsque son grand-père a ouvert, trois hommes ont fait irruption, ont attrapé Farah et l'ont forcée à monter dans une camionnette. La famille de Farah, inquiète, a appris qu'elle était désormais mariée à un homme nommé Khizar Amad Ali (Hayat) et qu'elle s'était convertie à l'islam.

Farah elle-même a déclaré plus tard à la BBC : « J'étais enchaînée la plupart du temps… C'était terrible. Ils m'ont mis des chaînes aux chevilles et m'ont attachée avec une corde. J'ai essayé de couper la corde et d'enlever les chaînes, mais je n'y arrivais pas. Je priais tous les soirs, en disant : "Dieu, aidez-moi, je vous en prie"[118] ».

Son père, Asif Masih, qui était au travail au moment de l'enlèvement, a déclaré à l'Aide à l'Église en Détresse (AED) : « Farah m'a dit qu'elle était traitée comme une esclave… On l'obligeait à travailler toute la journée, à nettoyer les souillures dans une cour à bétail[119]. »

Farah (au centre) avec sa famille après son calvaire.

«Ils ont violé ma fille à plusieurs reprises. Elle était en état de traumatisme après avoir été soumise à des tortures physiques et médicales[120].»

Le père de Farah a également raconté à l'AED ce qui s'est passé lorsqu'il a signalé l'enlèvement de Farah à la police : «On m'a appelé "chuhra" [une insulte signifiant "sale"] [121]. La police a refusé de m'écouter» et n'a pas voulu enregistrer l'incident. «Ils m'ont bousculé et ont abusé de moi physiquement.»

Asif Masih a déclaré qu'il s'est écoulé trois mois avant que la police n'ouvre l'affaire en déposant un premier rapport d'information (FIR). Enfin, au début du mois de décembre, Farah a été découverte au domicile de M. Ahmad à Hafizabad, à près de 112 km de chez elle[122]. Ses chevilles étaient blessées là où elle avait été enchaînée.

Farah a été placée dans un refuge pour femmes et jeunes filles pendant qu'un tribunal évaluait la validité de son mariage. La question centrale de cette affaire, entendue par le tribunal de district et de session de Faisalabad, était de savoir si Farah était mineure au moment de son mariage. Un certificat de naissance indiquait que Farah avait 12 ans lorsqu'elle a été enlevée en juin 2020, mais M. Ahmad a affirmé qu'elle avait plus de 16 ans, l'âge légal du mariage. Le tribunal a ordonné une enquête médicale sur Farah. Après avoir examiné ses dents, ses os et ses organes génitaux, les médecins ont estimé qu'elle avait 16 ou 17 ans. Le père de Farah a qualifié les conclusions médicales de «mensonge éhonté[123]».

Le 16 février 2021, cependant, le tribunal a déclaré le mariage illégal, le juge citant des preuves que le mariage n'avait pas été enregistré correctement, et l'a autorisée à rentrer chez elle. Farah a déclaré au tribunal qu'elle avait accepté le mariage parce que son ravisseur lui avait dit que si elle disait avoir été forcée, «il me tuerait d'abord, puis tuerait… toute ma famille[124]».

Le père de Farah s'est dit «consterné» par le traitement de l'affaire, déclarant que les autorités étaient coupables de «nous avoir laissés tomber à plusieurs reprises [125]». Le mois précédent, en janvier 2021, la police avait abandonné une enquête sur trois hommes, dont M. Ahmad[126]. La famille s'est dite frustrée qu'aucune mesure n'ait été prise contre le ravisseur de Farah[127].

NEELAM MASIH

La chrétienne Neelam Majid Masih, 30 ans, a déclaré avoir été agressée sexuellement par un homme qui a essayé de la forcer à l'épouser et à se convertir à l'islam. Elle a déclaré qu'il l'aurait tuée si son voisin n'était pas intervenu[128].

Dans la soirée du 14 février 2021, Faisal Basra aurait été armé lorsqu'il est entré dans la maison de Neelam dans le village de Nanokay, au Punjab[129]. Neelam, étudiante à l'université, a déclaré à l'AED : « M. Basra est entré chez moi sous la menace d'une arme, m'a traînée dans ma chambre et a commencé à me frapper et à me donner des coups de pied. Il m'a jetée sur le lit et a commencé à me violer. Il a exigé que je l'épouse et que je me convertisse. J'ai refusé. Je ne suis pas prête à renier Jésus et il a dit que si je n'acceptais pas,

il me tuerait. Il m'a frappée au visage avec son pistolet et j'ai crié, hurlé et j'ai essayé de m'échapper, mais il continuait à retenir, me tirant par les cheveux[130] » Nasir Masih, voisin et cousin germain de Neelam, est intervenu et M. Basra s'est enfui.

Neelam, qui avait des blessures au visage, à l'épaule et aux jambes, a ouvert un premier rapport d'information contre M. Basra, l'accusant de viol. Son avocate, Sumera Shafique, a déclaré : « Neelam est déterminée à raconter son histoire pour mettre fin aux attaques contre les filles et les jeunes femmes chrétiennes[131]. »

MAIRA SHAHBAZ

Lorsque la jeune chrétienne Maira Shahbaz a échappé à son ravisseur en août 2020 et a renoncé à sa conversion et à son mariage forcés, son ravisseur l'a accusée d'apostasie[132], une infraction capitale en droit religieux musulman.

Maira, originaire de Madina Town, près de Faisalabad, avait 14 ans en avril 2020 lorsqu'elle a été enlevée sous la menace d'une arme[133], et s'est cachée après avoir fui le domicile de Mohamad Nakash Tariq. (Pour plus de détails, voir l'avant-propos) [134].

Mise au courant d'informations selon lesquelles des hommes armés suspects allaient de maison en maison à la recherche de Maira, Aide à l'Église en Détresse (AED Royaume-Uni) a soumis le 4 février 2021 une lettre ouverte au 10 Downing Street (résidence officielle du premier ministre). Cette lettre, qui demande à Boris Johnson d'accorder l'asile à Maira et à sa famille, a été signée par plus de 30 évêques,

parlementaires et PDG d'organisations caritatives soutenant les chrétiens persécutés[135].

L'AED a également lancé une pétition en faveur de l'asile de Maira, qui a recueilli plus de 12 000 signatures. La pétition a été « portée… à l'attention urgente » de la ministre de l'Intérieur Priti Patel par Fiona Bruce, envoyée spéciale du premier ministre pour la liberté de religion ou de croyance[136]. Priti Patel a déclaré à la Chambre des Communes, le 12 juillet 2021, que le cas de Maira « est très, très pénible[137] » et a rencontré le lendemain le député Sir Edward Leigh, qui avait fait pression sur la ministre de l'Intérieur à ce sujet, ainsi que Fiona Bruce et John Pontifex de l'AED, pour discuter des prochaines étapes[138].

NOTES DE FIN

Les notes n'ont pas été traduites afin de garder intacte la nomenclature des sources utilisées par nos collègues britanniques pour la préparation de ce rapport. Seuls les commentaires des auteurs du rapport ont été traduits, le cas échéant.

1 Ewelina Ochab, "Disappearing Religious Minority Women and Girls in Pakistan," *Forbes*, 27th September 2020 **<https://www.forbes.com/sites/ewelinaochab/2020/09/27/the-disappearing-religious-minority-women-and-girls-in-pakistan/?sh=b43cd5920f2b>** [Accessed 27/08/21].
2 *The Bishop of Truro's Independent Review for the Foreign Secretary of FCO support for Persecuted Christians,* Recommendations **<https://christianpersecutionreview.org.uk/recommendations/>** [Accessed 27/08/21].
3 Ibid., recommendation 22.
4 "For persecuted Christian women, violence is compounded by 'shaming'," *World Watch Monitor*, 8th March 2019 **<https://www.worldwatchmonitor.org/2019/03/for-persecuted-christian-women-violence-is-compounded-by-shaming/?__cf_chl_jschl_tk__=pmd_f44db39427d9700730c30f681fd512b4bcb625a2-1628860299-0-gqNtZGzNAiKjcnBszQg6>** [Accessed 27/08/21].
5 *Religious Freedom in the World Report 2021* (Aid to the Church in Need, 2021) **<https://acninternational.org/religiousfreedomreport/main-findings/>** [Accessed 27/08/21].
6 Ibid.
7 Eva Brown, Helene Fisher, Elizabeth Lane Miller and Rachel Morley, *Same Faith, Different Persecution Gender-Specific Religious Persecution, World Watch Report 2021 GSRP Report* (Open Doors, 1st March 2021), p. 5 **<https://opendoorsanalytical.org/wp-content/uploads/2021/03/GSRP-Report-%e2%80%93-Same-Faith-Different-Persecution-%e2%80%93-March-2021.pdf>** [Accessed 16/09/21].
8 "The Shadow Pandemic: Violence against women during COVID-19," *UN Women* **<https://www.unwomen.org/en/news/in-focus/in-focus-gender-equality-in-covid-19-response/violence-against-women-during-covid-19>** [Accessed 27/08/21].
9 Eva Brown et al., *Same Faith, Different Persecution Gender-Specific Religious Persecution*, op. cit., p. 5.
10 "Nigeria," *Religious Freedom in the Word Report 2021* (Aid to the Church in Need, 2021) **<https://acninternational.org/religiousfreedomreport/reports/ng/>** [Accessed 14/07/21].
11 Anwar Iqbal, "1,000 minority girls forced in marriage every year: report," *Dawn*, 8th April 2014 **<https://www.dawn.com/news/1098452>** [Accessed 27/08/21].
12 "Without Justice and Recognition the Genocide by Daesh Continues," *Coalition for Genocide Response*, 17th July 2020 **<https://genocideresponse.org/2020/07/without-justice-and-recognition-the-genocide-by-daesh-continues/>** [Accessed 27/08/21].
13 "Main Findings," *Religious Freedom in the World Report 2021,* op. cit.
14 Marta Petrosillo, "Sexual violence and forced conversion of women — I) Nigeria, Syria and Iraq," *Religious Freedom in the World Report 2018 Executive Summary* (Aid to the Church in Need, 2018) p. 24, **<https://acninternational.org/religiousfreedomreport/wp-content/uploads/2021/04/RFR2018-EXECUTIVE-SUMMARYENG.pdf>** [Accessed 27/08/21].
15 Ibid.
16 "Nigeria: Chibok anniversary a chilling reminder of Boko Haram's ongoing scourge of abductions," *Amnesty International*, 13th April 2017 **<https:// www.amnesty.org/en/latest/news/2017/04/nigeria-chibok-anniversary-a-chilling-reminder-of-boko-harams-ongoing-scourge-of-abductions/>** [Accessed 01/08/21].
17 United Nations Office on Genocide Prevention and the Responsibility to Protect — "Definition on the Prevention and Punishment of the Crime of Genocide" **<https://www.un.org/en/genocideprevention/genocide.shtml>** [Accessed 27/08/21].
18 Ibid.
19 See "Nigeria" section of this report, p. 27.
20 Anwar Iqbal, "1,000 minority girls forced in marriage every year: report," *Dawn*, 8th April 2014 **<https://www.dawn.com/news/1098452>** [Accessed 27/08/21].
21 "Pakistan," 2019 *Report on International Religious Freedom* (US Department of State, 10th June 2020) **<https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/05/PAKISTAN-2019-INTERNATIONAL-RELIGIOUS-FREEDOM-REPORT.pdf>** [Accessed 27/08/21].
22 "Nigeria," *Report of the Secretary-General to the Security Council*, United Nations Office of the Special Representative of the Secretary-General on Sexual Violence in Conflict, 30th March 2021 **<https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/countries/nigeria/>** [Accessed 27/08/21].
23 Archbishop Nizar Nathaniel Semaan of Adiabene, Iraq — Interview with Fionn Shiner, ACN, July 2021.
24 Raymond Ibrahim, "Kidnapped, Raped, and Forced into Islam: The Plight of Christian Girls in Pakistan," *Gatestone Institute — International Policy Council,* 11th October 2020 **<https://www.gatestoneinstitute.org/16609/kidnapped-raped-christians-pakistan>** [Accessed 27/08/21].
25 Ces états sont Bauchi, Yobe, Kano, Sokoto, Adamawa, Borno, Zamfara, Gombe, Katsina, Kebbi, and Jigawa. Voir la note 101 pour plus d'information.
26 "The Child Marriage Restraint Act 1929," *Punjab Laws,* **<http://punjablaws.gov.pk/laws/147a.html>** [Accessed 27/08/21].
27 Amir Wasim, "Child Marriage restraint bill sails through Senate," *Dawn,* 30th April 2019 **<https://www.dawn.com/news/1479317>** [Accessed 27/08/21].
28 Home Office, *Country Policy and Information Note, Egypt: Christians*, vers 4.0 (2020), p. 7 **<https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/931834/_E__Egypt_-_Christians_-_CPIN_v4.0.pdf>** [Accessed 22/06/21].
29 Voir la section Égypte du présent rapport, p. 12.
30 "Nigeria to establish court on gender-based violence," *Premium Times,* 8th March 2021 **<https://www.premiumtimesng.com/news/more-news/447578-nigeria-to-establish-court-on-gender-based-violence.html>** [Accessed 23/07/21].
31 Kamran Chaudhry, "Pakistiani PM order probe into forced conversions," *South Asia Research Institute for Minorities,* 2nd December 2020 **<https://sarifm.org/pakistani-pm-orders-probe-into-forced-conversions/>** [Accessed 27/08/21].
32 Nazila Ghanea, "Women and Religious Freedom: Synergies and Opportunities," *US Commission on International Religious Freedom,* July 2017 **<https://www.uscirf.gov/sites/default/files/WomenandReligiousFreedom.pdf>** [Accessed 13/09/21].
33 Ewelina Ochab, "The Disappearing Religious Minority Women and Girls in Pakistan," *Forbes,* op. cit.
34 Michele Clark and Nadia Ghaly, *"Tell Mother I miss her" The Disappearance, Forced Conversions and Forced Marriages of Coptic Christian Women in Egypt (II)* (Christian Solidarity International, 2012), p. 5 **<http://csi-usa.org/TellMyMotherIMissHer.pdf>** [Accessed 09/08/21].
35 Home Office, *Country Policy and Information Note, Egypt: Christians*, vers 4.0 (2020), p. 7 **<https://assets.publishing.service.gov.uk/government/uploads/system/uploads/attachment_data/file/931834/_E__Egypt_-_Christians_-_CPIN_v4.0.pdf>** [Accessed 22/06/21].
36 "In most cases, it was about young women falling in love with someone from a different denomination," Laila Baha' Eldin, Egypt's Assistant Foreign Minister for Human Rights, told the UN Committee on the Elimination of Racial Discrimination at its 88th session from 23rd November to 11th December 2015. "Committee on the Elimination of Racial Discrimination considers the report of Egypt, 1 December 2015," *OHCHR* **<https://www.ohchr.org/en/NewsEvents/Pages/DisplayNews.aspx?NewsID=16826&LangID=E>** [Accessed 09/08/21].
37 "Joint House and Senate Hearing, 112th Congress, Escalating Violence against Coptic Women and Girls: Will the new Egypt be more dangerous than the old?" *Commission on Security and Cooperation in Europe, Hearings* 18th July 2012 **<https://www.govinfo.gov/content/pkg/CHRG-112jhrg93217/html/CHRG-112jhrg93217.htm>** [Accessed 23/06/21].
38 Michele Clark, Nadia Ghaly, et al., *The Disappearance, Forced Conversions, and Forced Marriages of Coptic Christian Women in Egypt* (Christian Solidarity International & Coptic Foundation for Human Rights, 2009), p. 30 **<http://hrlibrary.umn.edu/research/Egypt/The%20Disappearance,%20Forced%20Conversions,%20and%20Forced%20Marriages.pdf>** [Accessed 09/08/21].
39 *'Jihad of the Womb': Trafficking of Coptic Women & Girls in Egypt* (Coptic Solidarity, 2020), pp. 4-5 **<https://www.copticsolidarity.org/wp-content/uploads/2020/09/jihad-of-the-womb-report-fa.pdf>** [Accessed 19/08/21].
40 See for example: Protocol to Prevent, Suppress and Punish Trafficking in Persons Especially Women and Children, supplementing the United Nations Convention against Transnational Organized Crime: Adopted and opened for signature, ratification and accession by General Assembly resolution 55/25 of 15th November 2000 **<https://www.ohchr.org/en/professionalinterest/pages/protocoltraffickinginpersons.aspx>** [Accessed 09/08/21].
41 "Egypt: ex-kidnapper admits 'they get paid for every Coptic Christian girl they bring in'," *World Watch Monitor,* 14th September 2017 **<https://www.worldwatchmonitor.org/2017/09/egypt-ex-kidnapper-admits-get-paid-every-copt-christian-girl-bring/>** [Accessed 23/06/21].
42 Recherche par l'Église Copte Orthodoxe du Royame-Uni.
43 Ibid.
44 Aussi anglicisé comme Rania Abdel-Messih.
45 *'Jihad of the Womb',* op. cit, p. 10.
46 Raymond Ibrahim, "Missing Christian Mother Reappears as Pious Muslim in Video," *PJ Media,* 14th May 2020 **<https://pjmedia.com/columns/raymond-ibrahim/2020/05/14/egypt-missing-christian-mother-reappears-as-pious-muslim-in-video-n392404>** [Accessed 06/08/21].
47 "Coptic woman missing for 12 weeks back home," *Watani,* 17th July 2020 **<https://en.wataninet.com/coptic-affairs-coptic-affairs/coptic-affairs/coptic-woman-missing-for-12-weeks-back-home/33216/>** [Accessed 06/08/21].
48 Nader Shukri and Michael Girgis, "Copts protest police inaction over missing Coptic woman," *Watani,* 4th June 2020 **<https://en.wataninet.com/coptic-affairs-coptic-affairs/coptic-affairs/copts-protest-police-inaction-over-missing-coptic-woman/32823/>** [Accessed 06/08/21].
49 "'Jihad of the womb:' Christian women kidnapped in Egypt," *Metro Voice,* 17th September 2020 **<https://metrovoicenews.com/jihad-of-the-womb-christian-women-kidnapped-in-egypt/>** [Accessed 06/08/21].
50 Merci à l'Église Copte Orthodoxe du Royaume-Uni pour leur recherche sur ce cas.
51 Nader Shukri, قاتف ةيطبق ةيطويسأب ويديف رشنت ..طويسأب امت رسأو ,نتشت امت رسأو ,*Watani*, 6th October 2020 **<https://www.wataninet.com/2020/10/**قاتف-ةيطبق-ويديف-رشنت-ةيطبق-قاتف**/>** [Accessed 05/08/21].
52 Nader Shukri, قاتف ةيطبق ةيطويسأب طويسأب تخت ةيفيك رشنت مث ويديف ايإب امالس..طويسأب امت رسأو ,نتشت امت رسأو ,*Coptic Solidarity,* 6th October 2020 **<https://www.copticsolidarity.org/2020/10/06/**قاتف-قاتف-ةيطبق-ةيطويسأب-طويسأب-تخت-يفيك-مث-رشنت-ويديف-ب**/ >** [accessed 05/08/21].
53 Raymond Ibrahim, "Another missing Coptic girl reappears as 'willing' convert to Islam in video," *Coptic Solidarity,* 12th October 2020 **<https://www.copticsolidarity.org/2020/10/12/another-missing-coptic-girl-reappears-as-willing-convert-to-islam-in-video/>** [Accessed 09/08/21].
54 "ISIS pricelist for Christian slaves handed to Pope," *ACN (Ireland),* [5th March 2021] **<https://www.acnireland.org/journal/2021/3/5/pope-presented-with-copy-of-isis-pricelist-for-christian-slaves>** [Accessed 25/08/21].
55 Ewelina Ochab, "Three Years Later - Where Are the Nineveh Plains Christians?," *Forbes,* 5th August 2017 **<https://www.forbes.com/sites/ewelinaochab/2017/08/05/three-years-later-where-are-the-nineveh-plains-christians/?sh=5d7761f87851>** [Accessed 23/06/21].
56 "Iraq declares war with Islamic State is over," *BBC News (Online),* 9th December 2017 **<https://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-42291985>** [Accessed 23/06/21].
57 "Islamic State group defeated as final territory lost, US-backed forces say," *BBC News (Online),* 23rd March 2019 **<https://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-47678157>** [Accessed 23/06/21].
58 John Pontifex and John Newton, *Persecuted and Forgotten? A Report on Christians oppressed for their Faith 2017-19* (London: Aid to the Church in Need, 2019) **<https://gallery.mailchimp.com/25a175338ce0562b9d08ed926/files/049a8d93-6780-4659-9488-3a77ee9397ef/ACN_Persecuted_and_Forgotten__2019_W.pdf>** [Accessed 25/08/21].
59 Fionn Shiner, "Fresh risk of genocide to Middle East Christians," *ACN (UK) News,* 18th December 2019, **<https://acnuk.org/news/fresh-risk-of-genocide-to-middle-east-christians/>** [Accessed 25/08/21].
60 Richard Spencer, "Three years a sex slave: woman tells of suffering under Isis," *The Times,* 16th April 2018.
61 Ibid.
62 Ibid.
63 Ibid.
64 Ibid.
65 Nuri Kino, "Rape and Forced Conversion, How One Woman Survived ISIS," *The Huffington Post,* 29th November 2017 **<https://www.huffpost.com/entry/rape-and-forced-conversion-how-one-woman-survived_b_5a1f325be4b02edd56c6d64d>** [Accessed 12/08/21].
66 Ibid.
67 Ibid.
68 Ibid.
69 Richard Spencer, "Three years a sex slave: woman tells of suffering under Isis," *The Times,* 16th April 2018
70 John Pontifex and John Newton, *Persecuted and Forgotten? A Report on Christians oppressed for their Faith 2017-19* (Aid to the Church in Need, 2019) **<https://gallery.mailchimp.com/25a175338ce0562b9d08ed926/files/049a8d93-6780-4659-9488-3a77ee9397ef/ACN_Persecuted_and_Forgotten__2019_W.pdf>** [Accessed 25/08/21]
71 "Iraq Christians flee as Islamic State takes Qaraqosh," *BBC News (Online),* 7th August 2014 **<https://www.bbc.co.uk/news/world-middle-east-28686998>** [Accessed 10/8/21].
72 Louise Callaghan, "Iraq's Christians welcome home the women stolen by ISIS," *The Times,* 15th July 2018
73 Ibid.
74 Sunguta West, "Ansar al-Sunna: A New Militant Islamist Group Emerges in Mozambique," *The Jamestown Foundation,* 14th June 2018 **<https://jamestown.org/program/ansar-al-sunna-a-new-militant-islamist-group-emerges-in-mozambique/>** [Accessed 09/06/21].
75 Office of the Spokesperson, "State Department Terrorist Designations of ISIS Affiliates and Leaders in the Democratic Republic of the Congo and Mozambique," *US Department of State,* 10th March 2021 **<https://www.state.gov/state-department-terrorist-designations-of-isis-affiliates-and-leaders-in-the-democratic-republic-of-the-congo-and-mozambique/>** [Accessed 17/08/21].
76 Bill Corcoran, "Mozambique militias kidnapping children as tactic in northern conflict," *The Irish Times*, 8th June 2021 **<https://www.irishtimes.com/news/world/africa/mozambique-militias-kidnapping-children-as-tactic-in-northern-conflict-1.4587811>** [Accessed 09/06/21].
77 João Feijó, "The Role of Women in the Conflict in Cabo Delgado: Understanding Vicious Cycles of Violence," *Observatório do Meio Rural,* May 2021 **<https://omrmz.org/omrweb/wp-content/uploads/OR-114-The-Role-of-Women-in-the-Conflict-in-Cabo-Delgado.pdf>** [Accessed 09/06/21].
78 Jason Burke, "Escaped girls tell of insurgents' mass abductions in Mozambique," *The Guardian,* 17th April 2021 **<https://www.theguardian.com/world/2021/apr/17/escaped-girls-tell-of-insurgents-mass-abductions-in-mozambique>** [Accessed 09/06/21].
79 Ibid.
80 João Feijó, "The Role of Women in the Conflict in Cabo Delgado: Understanding Vicious Cycles of Violence," *Observatório do Meio Rural,* op. cit.
81 Fionn Shiner and Paulo Aido, "Kidnapped nuns raises alarm about hundreds of abducted children," *ACN (UK) News,* 10th June 2021 **<https://acnuk.org/news/mozambique-kidnapped-nun-raises-alarm-about-hundreds-of-abducted-children/>** [Accessed 11/06/21].
82 Ibid.
83 Ibid.
84 "Dozens of children, mostly girls, abducted by Mozambique fighters," *Al-Jazeera,* 9th June 2021 **<https://www.aljazeera.com/news/2021/6/9/dozens-of-children-mostly-girls-abducted-by-mozambique-fighters>** [Accessed 11/06/21].
85 "Children as Young as 11 Brutally Murdered in Cabo Delgado, Mozambique," *Save the Children,* 15th March 2021 **<https://www.savethechildren.org/us/about-us/media-and-news/2021-press-releases/children-murdered-in-cabo-delgado-mozambique>** [Accessed 25/08/21].
86 "Dozens of children, mostly girls, abducted by Mozambique fighters," Al-Jazeera, 9th June 2021 **<https://www.aljazeera.com/news/2021/6/9/dozens-of-children-mostly-girls-abducted-by-mozambique-fighters>** [Accessed 11/06/21].
87 João Feijó, "The Role of Women in the Conflict in Cabo Delgado: Understanding Vicious Cycles of Violence," *Observatório do Meio Rural,* op. cit. The pseudonym Aana has been given to the individual identified in this source only as the subject of interview 21.
88 Ibid.
89 Ibid.
90 Ibid.
91 Ibid.
92 Ibid.
93 "Nigeria," *United Nations Office of the Special Representative of the Secretary-General on Sexual Violence in Conflict* (Based on the Report of the Secretary-General to the Security Council (S/2021/312) issued on 30th March 2021). Italics mine. **<https://www.un.org/sexualviolenceinconflict/countries/nigeria/>** [accessed 13/06/21].
94 *People of the Sunnah for Preaching and Jihad*, le groupe était surtout connu sous son surnom de Boko Haram. En 2015, Abubakar Shekau a promis sa loyauté à l'État islamique et le groupe est alors devenu officiellement connu sous le nom d'État islamique : *West Africa Province* (ISWAP). Cependant, en août 2016, Abubakar Shekau a été destitué à la tête du groupe en le remplaçant par Abu Musab Al-Barnawi, ce qui a entraîné un schisme. La faction de Shekau est souvent désignée sous le nom de Boko Haram et celle d'Al-Barnawi sous le nom d'ISWAP, mais sur le terrain, il n'y a pas de division claire de la nomenclature entre les deux.
95 Jacob Zenn and Elizabeth Pearson, "Women, Gender and the evolving tactics of Boko Haram," *Journal of Terrorism Research,* 5.1 (2014): 46-57, p. 47.
96 "Nigeria," *Religious Freedom in the Word Report 2021,* Aid to the Church in Need **<https://acninternational.org/religiousfreedomreport/reports/ng/>** [Accessed 14/07/21].
97 Zenn and Pearson, p. 48.
98 "Nigeria," *Religious Freedom in the Word Report 2021,* op. cit.
99 Zenn and Pearson, p. 50.
100 *Our Bodies, Their Battleground: Boko Haram and Gender-Based Violence against Christian Women and Children in North-Eastern Nigeria since 1999*, 2015 edition (Open Doors, 2015), p. 18 **<http://opendoorsanalytical.org/wp-content/uploads/2014/10/Boko-Haram-and-Gender-Based-Violence-against-Christian-Women-and-Children-in-North-Eastern-Nigeria-since-1999-2015.pdf>** [Accessed 13/07/21].
101 The states are Bauchi, Yobe, Kano, Sokoto, Adamawa, Borno, Zamfara, Gombe, Katsina, Kebbi, and Jigawa. See Nike Adebowale, "11 states in northern Nigeria yet to pass child rights law — UNICEF Official," *Premium Times,* 11th May 2019 **<https://www.premiumtimesng.com/news/more-news/329511-12-states-in-northern-nigeria-yet-to-pass-child-rights-law-unicef-official.html>**. At the time of writing Kano's State Executive Council had approved a version of the act which took into account *Shari'a* law, but it had not yet been debated in the House of Assembly. An up-to-date record of where the law has been passed in the 36 states and Federal Capital Territory is provided by the Childs Rights Act Tracker on the *Partners West Africa Nigeria* website **<https://www.partnersnigeria.org/childs-rights-law-tracker/>**. [Both sites accessed 02/07/21].
102 Wale Odunsi, "Ese Oruru: Judge rules in case of abduction, force marriage to Kano man," *Daily Post,* 21st May 2020 **<https://dailypost.ng/2020/05/21/breaking-ese-oruru-judge-rules-in-case-of-abduction-force-marriage-to-kano-man/>** [Accessed 13/07/21].
103 "Nigeria to establish court on gender-based violence," *Premium Times,* 8th March 2021 **<https://www.premiumtimesng.com/news/more-news/447578-nigeria-to-establish-court-on-gender-based-violence.html>** [accessed 23/07/21].
104 "Nigeria kidnappings: Chibok schoolgirl returns home seven years on," *BBC News (Online),* 9th August 2021 **<https://www.bbc.co.uk/news/world-africa-58138504>** [Accessed 11/08/12].
105 *The Governor of Borno State* (Facebook), 7th August 2020 **<https://www.facebook.com/govborno/>** [Accessed 10/08/21].
106 Sam Eyoboka, "Abducted Christian girl regains freedom, rejoins family," *Vanguard Nigeria News,* 15th March, 2020 **<https://www.vanguardngr.com/2020/03/abducted-christian-girl-regains-freedom-rejoins-family/>** [Accessed 11/08/21].
107 Julia Bicknell, "Nigerian girl, 17, escapes month in locked room after abduction and forcible conversion to Islam," *World Watch Montior,* 25th March 2020 **<https://www.worldwatchmonitor.org/2020/03/nigerian-girl-17-escapes-month-in-locked-room-after-abduction-and-forcible-conversion-to-islam/>** [Accessed 11/08/21]
108 Eyoboka, op. cit.
109 *Hausa Christians Foundation* (Facebook page), 12th March 2020 **<https://www.facebook.com/HACFO/posts/breakingsadiya-amos-the-abducted-and-forcefully-islamized-hausa-christian-girl-f/574874263112972/>** [Accessed 17/09/21].
110 Anwar Iqbal, "1,000 minority girls forced in marriage every year: report," *Dawn,* 8th April 2014 **<https://www.dawn.com/news/1098452>** [All sites for this section accessed 17/08/21].
111 US Dept of State, "Pakistan," *International Religious Freedom Report* **<https://www.state.gov/wp-content/uploads/2020/05/PAKISTAN-2019-INTERNATIONAL-RELIGIOUS-FREEDOM-REPORT.pdf>**. [Accessed 29/07/21].
112 "On the International Day of the Girl Child, Church in Pakistan Decries Rejection of Bill Against 'Conversion and Forced Marriage' of Underaged Girls," *National Catholic Register,* 11th October 2021 **<https://www.ncregister.com/news/on-the-international-day-of-the-girl-child-church-in-pakistan-decries-rejection-of-bill-against-conversion-and-forced-marriage-of-underaged-girls>** [Site accessed 12/10/21].
113 Kamran Chaudhry, 'Pakistiani PM order probe into forced conversions', *South Asia Research Institute for Minorities,* 2nd December 2020 **<https://sarifm.org/pakistani-pm-orders-probe-into-forced-conversions/>** [Accessed 27/07/21].
114 Ibid.
115 The Child Marriage Restraint Act 1929 **<http://punjablaws.gov.pk/laws/147a.html>** [Accessed 28/07/21]
116 Amir Wasim, "Child Marriage restraint bill sails through Senate," *Dawn,* 30th April 2019 **<https://www.dawn.com/news/1479317>** [Accessed 03/08/21].
117 "Christians Suffer Court Setback in Child Marriages/Conversions," *Morning Star News,* 20th July 2021 **<https://morningstarnews.org/2021/07/christians-suffer-court-setback-in-child-marriages-conversions/>** [Accessed 28/07/21].
118 Mike Thomson, "Abducted, shackled and forced to marry at 12," *BBC News (Online),* 10th March 2021 **<https://www.bbc.co.uk/news/stories-56337182>** [Accessed: 14/09/21].
119 John Pontifex, "Girl of 12's life as chained slave," *ACN (UK) News,* 19th January 2021 **<https://www.bing.com/search?q=Aid+to+the+Church+in+Need+%7C+PAKISTAN%3A+Girl+of+12%E2%80%99s+life+as+chained+slave+(acnuk.org)&cvid=8fe424b7ede3492e98a7df889b0244bf&aqs=edge..69i57.1425j0j4&FORM=ANAB01&PC=U531>** [Accessed: 14/09/21].
120 Haroon Janjua, "Family of girl, 12, forced to marry abductor condemns Pakistan authorities," *The Guardian,* 10th February 2021 **<https://www.theguardian.com/global-development/2021/feb/10/family-of-girl-12-forced-to-marry-abductor-condemn-pakistan-authorities>** [Accessed: 14/09/21].
121 Sara Singha, "Dalit Christians and Caste Consciousness in Pakistan," *Georgetown University,* 23rd April 2015 **<https://repository.library.georgetown.edu/bitstream/handle/10822/761014/Singha_georgetown_0076D_13011.pdf?sequence=1&isAllowed=y>** [Accessed: 14/09/21].
122 Haroon Janjua, "Family of girl, 12, forced to marry abductor condemns Pakistan authorities," *The Guardian,* 10th February 2021 **<https://www.theguardian.com/global-development/2021/feb/10/family-of-girl-12-forced-to-marry-abductor-condemn-pakistan-authorities>** [Accessed: 14/09/21].
123 John Pontifex, "Girl of 12's life as chained slave," *ACN (UK) News,* op. cit.
124 Mike Thomson, "Abducted, shackled and forced to marry at 12," *BBC News (Online),* 10th March 2021 **<https://www.bbc.co.uk/news/stories-56337182>** [Accessed: 14/09/21].
125 John Pontifex, "Girl of 12's life as chained slave," *ACN (UK) News,* op. cit.
126 Sophie Tanno and Jack Newman, "Pakistan police drop investigation into Muslim who 'kidnapped Christian girl, 12, raped her and chained her up for five months' because she 'willingly married him," *MailOnline,* 20th January 2021, **<https://www.dailymail.co.uk/news/article-9167063/Pakistan-police-drop-investigation-Muslim-man-kidnapped-Christian-girl-12.html>** [Accessed: 14/09/21].
127 Haroon Janjua, "Family of girl, 12, forced to marry abductor condemns Pakistan authorities," *The Guardian,* 10th February 2021, **<https://www.theguardian.com/global-development/2021/feb/10/family-of-girl-12-forced-to-marry-abductor-condemn-pakistan-authorities>** [Accessed: 14/09/21].
128 John Pontifex, "Raped, punched, kicked and hit with a pistol — but undaunted," *ACN (UK) News,* 7th June 2021, **<https://acnuk.org/news/pakistan-raped-punched-kicked-and-hit-with-a-pistol-but-undaunted/>** [Accessed: 14/09/21].
129 "Christian Woman Assaulted in Pakistan After Months of Harassment," *Persecution.org,* 6th March 2021, **<https://www.persecution.org/2021/03/06/christian-woman-assaulted-pakistan-months-harassment/>** [Accessed: 14/09/21].
130 John Pontifex, "Raped, punched, kicked and hit with a pistol — but undaunted," *ACN (UK) News,* 7th June 2021 **<https://acnuk.org/news/pakistan-raped-punched-kicked-and-hit-with-a-pistol-but-undaunted/>** [Accessed: 14/09/21].
131 Ibid.
132 Abigail Frymann Rouch, "Maira's refuge? Apostasy, asylum and religious freedom," *The Article,* 1st August 2021, **<https://www.thearticle.com/mairas-refuge-apostasy-asylum-and-religious-freedom>** [Accessed: 14/09/21].
133 Michael Powell, "Christian girl, 14, is being threatened by Islamist death squads in Pakistan for fleeing forced marriage to Muslim man, 45 — as thousands sign petition to give her asylum," *Mail on Sunday,* 21st November 2020, **<https://www.dailymail.co.uk/news/article-8973973/Christian-girl-threatened-Islamist-death-squads-Pakistan-fleeing-forced-marriage.html>** [Accessed: 14/09/21].
134 "Maira Shahbaz: the story so far," *Aid to the Church in Need (UK),* **<https://acnuk.org/maira-shahbaz-petition-page/?mc_cid=5bcfec53fb&mc_eid=8bf4a12be7>** [Accessed: 14/09/21].
135 "PM's freedom of religion envoy receives asylum petition for Christian girl in Pakistan," *Premier Christian Radio,* 6th February 2021 **<https://premierchristian.news/en/news/article/pm-s-freedom-of-religion-envoy-receives-asylum-petition-for-christian-girl-in-pakistan>** [Accessed: 14/09/21].
136 John Pontifex, "PM's Special Envoy for Freedom of Religion or Belief received Pakistan girl asylum petition," *ACN (UK) News,* 4th February 2021, **<https://acnuk.org/news/pakistan-uk-pms-special-envoy-for-freedom-of-religion-or-belief-receives-pakistan-girls-asylum-petition/>** [Accessed: 14/09/21].
137 UK Parliament, *Hansard,* House of Commons, Topical Questions debated on Monday 12th July 2021 **<https://hansard.parliament.uk/Commons/2021-07-12/debates/69B15A62-44F9-4A9A-8475-9D2CB0788FF0/TopicalQuestions?highlight=maira%20shahbaz#contribution-1229D90C-273F-445A-92EF-98763D3B2C5F>** [Accessed: 14/09/21].
138 Abigail Frymann Rouch, "Home Secretary meets campaigners seeking asylum for a Christian girl in Pakistan," *Church Times,* 23rd July 2021 **<https://www.churchtimes.co.uk/articles/2021/23-july/news/uk/home-secretary-meets-campaigners-seeking-asylum-for-a-christian-girl-in-pakistan>** [Accessed: 14/09/21].

Aide à
l'Église en Détresse
ACN CANADA

AIDE À L'ÉGLISE EN DÉTRESSE (AED)

Organisation catholique fondée en 1947 pour aider les réfugiés de guerre, reconnue comme œuvre pontificale depuis 2011, l'AED se consacre au service des chrétiens du monde entier, à travers l'information, la prière et l'action, où qu'ils soient persécutés, opprimés ou souffrant de besoins matériels. L'AED soutient chaque année en moyenne 6 000 projets dans 150 pays à travers le monde, grâce à des dons privés, car l'œuvre ne reçoit aucun financement public.

Aide à l'Église en Détresse (Canada) C.P. 670, Succ. H Montréal, QC H3G 2M6

Tél.: (514) 932-0552 • Email: com@acn-canada.org • Web: acn-canada.org/fr